



MUNICIPAL
Gazette
MUNICIPALE
DE—OF
Montreal

Toutes communications se rapportant aux annonces ou aux abonnements devront être adressées tout simplement comme suit :

"La Gazette Municipale"
Bureau de Poste : 917 ou
42 Place Jacques-Cartier, Montréal.

Toutes communications se rapportant à la rédaction devront être adressées comme suit :

"La Gazette Municipale"
Hôtel de Ville, — Montréal.

All communications relative to advertisements or subscriptions should be addressed simply as follows :

"The Municipal Gazette"
Post Office Box : 917 or 42
Jacques-Cartier Square, Montreal.
All communications relative to the editorial part of the paper should be addressed as follows :

"The Municipal Gazette"
City Hall, — Montreal.
TELEPHONE MAIN 4240

Paraît le lundi matin
Published every Monday morning

Abonnements \$2 par an
Subscriptions a year

Payables d'avance
Payable in advance

Organe officiel de la Corporation
de la Ville de Montréal

Official organ of the Corporation
of the City of Montreal

CANADA

Amendements à la Charte de la Cité

Rapport de la Commission de Législation au sujet
des amendements à la charte

Tel qu'adopté par le Conseil à sa séance du
14 mars 1910.

La Commission Spéciale de Législation
à l'honneur de faire rapport :

Qu'elle a pris en considération les amendements qu'il conviendrait de faire à la charte de la Cité et qu'après avoir tenu plusieurs séances elle a résolu de recommander au Conseil d'adopter le projet d'amendements ci-annexé et d'autoriser le Greffier de la Cité et l'Avocat de la Cité à l'envoyer le plus tôt possible à Québec, afin qu'il soit soumis à la Législature conformément aux règles de la Chambre, et d'autoriser aussi le Greffier de la Cité à préparer, signer et expédier à qui de droit les pétitions requises par la loi à ce sujet.

Elle recommande de plus que l'Honorable Dr Lanctot, Conseiller Législatif, et M. C. Robillard, M. P. P., soient priés de se faire les parrains du Bill de la Cité et que votre Commission ainsi que l'avocat de la Cité soient autorisés à représenter la Ville devant la Législature et à soutenir les amendements qui seront adoptés par le Conseil et de se faire accompagner, si nécessaire, par des fonctionnaires de la Cité, et à s'opposer énergiquement à tout amendement ou projet de loi qui serait de nature à affecter les intérêts de la Cité, à moins que tel amendement ou projet de loi n'ait été préalablement soumis et approuvé par le Conseil de Ville de Montréal.

Votre Commission doit informer le Conseil qu'elle a encore à l'étude quelques amendements à la Charte et qu'elle espère être en état de faire rapport au Conseil à ce sujet d'ici à quelques jours.

Le tout respectueusement soumis,

L.-A. LAPOINTE,
U.-H. DANDURAND,
T. O'CONNELL,
A.-N. BRODEUR,
E. DUBEAU,
E. TETREAU.

Chambre de la Commission,
Hôtel de Ville,
Montreal, 11 mars 1910.

Amendments to the City Charter

Report from the Legislation Committee on the
Amendments to the City Charter.

As adopted by Council at its meeting held
14th March 1910.

The Legislation Committee
Respectfully report :

That they have considered the amendments which it would be advisable to make to the City Charter, and that, after holding several meetings, they resolved to recommend to Council to adopt the draft of amendments hereunto annexed and to authorize the City Clerk and the City Attorney to send the same, as soon as possible, to Quebec, in order that it may be submitted to the Legislature in accordance with the rules of the Legislative Assembly and to also authorize the City Clerk to prepare, sign and transmit to the proper party the petitions required by law in this connection.

They further recommend that Hon. Dr. Lanctot, Legislative Councillor, and Mr. C. Robillard, M.P.P., be requested to take charge of the City's Bill, and that your Committee and the City Attorney be authorized to represent the City before the Legislature and to support the amendments which will be approved by the Council and to require the attendance of civic officials if necessary, and to energetically oppose any amendment or bill affecting the interests of the City, unless such amendment or bill be previously submitted to and approved by the Montreal City Council.

"7d. All the proceedings concerning the annexation to still considering some other amendments to the Charter, and that they hope to be in position to report to Council thereon within the next few days.

The whole respectfully submitted,

L. A. LAPOINTE,
U. H. DANDURAND,
T. O'CONNELL,
A. N. BRODEUR,
E. DUBEAU,
E. TETREAU.

Committee Room,
City Hall,
Montreal, 11th March 1910.

AMENDEMENTS A LA CHARTE

1.—L'article 7d, tel qu'ajouté par 7 Edouard VII, chap. 63, Art. 4 est abrogé et remplacé par le suivant:

"7d. Toutes les procédures concernant l'annexion à la Cité des municipalités de Villeray, de Saint-Henri, de Sainte-Cunégonde, de partie de la Municipalité de Rosemont et de parties des paroisses de Saint-Laurent et du Sault-au-Récollet, et relatives aux élections qui ont eu lieu dans ces municipalités, sont déclarées valides et légales à toutes fins que de droit, et les jugements qui ont été rendus par les cours de Recorder desdites municipalités continuant d'être en vigueur et pouvant être exécutés par les officiers de la Cour du Recorder de la Cité.

2.—L'article 21b de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, est abrogé et remplacé par le suivant:

"21b. *La mise en nomination et l'élection de ces commissaires se fait le même jour et de la même manière que celle du maire. Il en sera de même pour la contestation de l'élection. Cependant la qualification foncière ne sera pas requise, mais chaque candidat devra faire un dépôt de \$200, lequel dépôt sera confisqué si ledit candidat n'obtient pas au moins la moitié du nombre de voix donné en faveur du candidat élu dont la majorité est la moins considérable.*

3.—L'article 21d de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, est abrogé et remplacé par le suivant:

"21d. Tout électeur habile à voter à l'élection des Commissaires et qui désire voter doit enregistrer son vote au bureau de votation de l'arrondissement où il a son domicile. *Et tout électeur dans le cas où il n'a pas de domicile connu dans la Cité, pourra enregistrer son vote à aucun endroit où il a le cens électoral requis, tel qu'indiqué sur la liste électorale par le Président du Bureau des Estimateurs.*

4.—L'article 21f de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, est abrogé et remplacé par le suivant:

"21f. Nul n'est éligible à la charge de commissaire, à moins qu'il ne soit électeur et qu'il n'ait résidé dans la Cité durant tout le cours de l'année précédant immédiatement la mise en nomination.

5.—L'article 21g de la loi 9 Edouard VII, chap. 82 est abrogé et remplacé par le suivant:

"21g. Avant de prendre possession de la charge de Commissaire, tout candidat doit prêter serment entre les mains du Greffier de la Cité, suivant la formule 1 de la Charte."

6.—L'article 21i de la loi 9 Edouard VII, chap. 82 est abrogé et remplacé par le suivant:

"21i. Les membres du Bureau des Commissaires à l'exception du Maire sont élus pour une période de 4 ans; cependant deux des quatre premiers Commissaires élus, qui seront désignés au sort, sortiront de charge à la fin de la deuxième année, et deux autres Commissaires seront élus à leur place pour une période de 4 ans. Les Commissaires qui sortiront ainsi de charge seront rééligibles. Cet amendement entrera en vigueur à la prochaine élection des Commissaires, en février 1914."

7.—L'article 21j de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, est abrogé et remplacé par le suivant:

21j. Le maire, est ex-officio, le président du Bureau des Commissaires, et, dans le cas d'absence, le Bureau élit un de ses membres pour présider ses assemblées. Trois Commissaires forment le quorum et chacun des Commissaires a un vote. Les rapports au Conseil sont signés par au moins trois membres du Bureau.

8.—L'article 21k de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, est amendé en retranchant les mots "eight days" dans la version anglaise, et en les remplaçant par les mots "ten days" de manière à faire concorder ladite version avec la version française.

9.—Les sous-sections 3, 4 et 5 de l'article 21L de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, sont abrogées et remplacées par les suivantes:

"3. Il appartient au Conseil d'octroyer par règlements, enotrat, ou résolution, suivant le cas, les franchises, privilèges, de faire l'émission de débentures, et de faire les emprunts; mais il est du devoir des Commissaires de faire préparer tous les autres projets de contrats ainsi que les plans et devis nécessaires en rapport avec ces projets de contrats, de demander et recevoir toutes les soumissions qui seront nécessaires, et d'en faire rapport au Conseil pour approbation suivant la loi. Ces soumissions doivent être demandées par annonces publiques dans les journaux. Il est loisible aux Commissaires d'acheter le matériel, les fournitures, machines, outillage, chevaux, voitures, et au-

AMENDMENTS TO THE CHARTER

1.—Art. 7d, as added by 7 Ed. VII, ch. 63, Art. 4, is repealed and the following substituted therefor:—

"7d. All the proceedings concerning the annexation to the City of the municipalities of Villeray, St. Henry, St. Cunégonde, part of the municipality of Rosemont and parts of the parishes of St. Laurent and Sault-au-Récollet, and in connection with the elections which were recently held in such municipalities, are hereby declared to be valid and legal to all intents and purposes; and the judgments rendered by the Recorder's Courts of such municipalities shall remain in force and may be executed by the officers of the Recorder's Court of the City."

2.—Art. 21b of the Act 9 Ed. VII, ch. 82, is repealed and replaced by the following:—

"21b. *The nomination and the election of such commissioners shall take place on the same day and in the same manner as that of the Mayor. The proceedings for the contestation of the election shall also be the same. No property qualification shall, however, be required, but each candidate shall make a deposit of \$200, which shall be forfeited in the event of the said candidate not obtaining at least one half of the number of votes given in favor of the candidate elected whose majority is the lowest.*

3.—Art. 21d of the Act 9 Ed. VII, ch. 82, is repealed and the following substituted therefor:

"Every elector qualified to vote at the election of Commissioners and who wishes to vote, must record his vote at the poll of the district in which his domicile is situated. *And every elector who has no known domicile in the City may record his vote at any place where he has the qualification required as indicated on the voters' list by the Chairman of the Board of Assessors.*

4.—Art. 21f of the Act 9 Ed. VII, chap. 82, is repealed and replaced by the following:

"21f. Nobody shall be eligible for the office of Commissioner unless he is an elector and has resided in the City during the whole year immediately preceding the nomination."

5.—Art. 21g of the Act 9 Ed. VII, ch. 82, is repealed and replaced by the following:

"21g. Before assuming the office of Commissioner, every candidate elected shall take oath before the City Clerk, according to form 1 of the Charter."

6.—Art. 21i of the Act 9 Ed. VII, ch. 82, is repealed and the following substituted therefor:

"21i. The members of the Board of Commissioners, with the exception of the Mayor, are elected for four years; nevertheless, two of the first four Commissioners elected, who shall be designated by lot, shall go out of office at the end of the second year and two other Commissioners shall be elected in their stead for a period of 4 years. The Commissioners who thus go out of office shall be re-eligible. This amendment shall come into force at the next election of Commissioners in February 1914."

7.—Art. 21j of the Act 9 Ed. VII, ch. 82, is repealed and replaced by the following:

"21j. The Mayor shall *ex officio* be the Chairman of the Board of Commissioners and, in the event of his absence, the Board shall elect one of their members to preside at their meetings. Three of the Commissioners shall form a quorum, and each Commissioner shall have a vote. *The reports to Council must be signed by at least 3 members of the Board.*

8.—Art. 21k of the Act 9 Ed. VII, ch. 82, is amended by striking out the words "eight days", in the English version, and substituting therefor the words "ten days", so as to make the said version agree with the French version.

9.—Sub-sections 3, 4 and 5 of Art. 21L of the Act 9 Ed. VII, ch. 82, are repealed and replaced by the following:

"3. It shall devolve upon the Council to grant by By-law, contract or resolution, as the case may be, franchises or privileges, to issue debentures and to make loans, but it shall be the duty of the Commissioners to have all other drafts of contracts prepared as well as the plans and specifications required in connection with such drafts of contracts; to call for and receive all the tenders which may be necessary and to report thereon to the Council for approval of the same according to law. Such tenders shall be called for by public advertisements in the newspapers. It shall be lawful for the Commissioners to purchase the materials, supplies, machinery, implements, horses, vehicles and other

tres objets de nécessité urgente, pourvu que le coût n'excède pas dans chaque cas la somme de \$1,500."

"4. Les formalités se rattachant à telles soumissions seront déterminées par ledit Bureau des Commissaires, mais un délai d'au moins huit jours devra être donné entre la date de la publication dans les journaux de l'annonce demandant des soumissions, et la date fixée pour la réception desdites soumissions."

"5. Les soumissions doivent, dans tous les cas, être adressées au Bureau des Commissaires, et être ouvertes par ledit Bureau siégeant en Assemblée, au temps et à l'endroit spécifié dans l'avis par lequel telles soumissions ont été demandées, et non auparavant."

10.—L'article 21m de la loi 9 Edouard VII, chap. 82 est abrogé et remplacé par le suivant:

"21m. Il est du devoir des Commissaires de faire un rapport annuel au Conseil, de leur gestion et aussi souvent que le Conseil l'exige."

L'article 21 o de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, est abrogé et remplacé par le suivant:

"21 o. Le traitement de chacun des membres du Bureau des Commissaires est fixé par le Conseil, mais ne doit pas être moindre que cinq mille piastres ni excéder dix mille piastres. *Le Maire recevra comme Commissaire, en sus de son traitement de \$5,000, comme maire, un salaire que le Conseil fixera, mais qui ne devra pas être moindre de \$2,000 ni excéder \$5,000 par an.*"

11.—L'article 21q de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, est abrogé et remplacé par le suivant:

"21q. Dans le cas de décès, de démission, de refus d'agir, d'absences répétées et sans motif valable d'un membre du Bureau des Commissaires, ou d'infirmité permanente ou chronique qui l'empêche de remplir ses fonctions, le Conseil doit nommer son remplaçant pour la balance du terme."

12.—L'article 22 de la loi 62 Vict. chap. 58, est abrogé.

L'article 24 de la loi 62 Vict. chap. 58, est abrogé et remplacé par le suivant:

"24. Le Maire est *ex-officio* juge de paix pour la Cité et le district de Montréal et il reçoit, sur les fonds de la Cité, des appointements n'excédant pas cinq mille piastres par année."

13.—L'article 26 de la loi 62 Vict. chap. 58, est abrogé.

14.—L'article 27 de la loi 62 Vict. chap. 58 est abrogé et remplacé par le suivant:

"27. Le Conseil, à sa réunion mensuelle des mois de février, et novembre de chaque année, élira l'un de ses membres pour remplir les fonctions de maire-suppléant, durant les trois mois suivants, et à l'assemblée mensuelle du mois de mai, il élira deux de ses membres pour remplir les fonctions de Maire-Suppléant, l'un pour les trois mois suivants et l'autre pour les trois autres mois suivants; et l'échevin ainsi élu a et exerce tous les pouvoirs dont le Maire est également investi par la loi, chaque fois que le Maire est absent de la Ville, ou est incapable de remplir les devoirs de sa charge.

"Dans le cas où la charge de maire devient vacante, le maire-suppléant exerce tous les pouvoirs du maire jusqu'à l'élection du successeur de ce dernier."

15.—L'article 29 de la loi 62 Vict. chap. 58 est abrogé et remplacé par le suivant:

"29. Nul ne peut être mis en nomination pour la charge d'échevin ou être élu à cette charge, à moins qu'il n'ait résidé dans la Cité durant tout le cours de l'année précédant immédiatement la mise en nomination, et à moins que, durant tout le cours des six mois précédant immédiatement le jour de sa mise en nomination, il n'ait eu et possédé, à titre de propriétaire, en son nom propre, des biens-fonds dans la Cité de la valeur de \$2,000 après paiement et déduction faite de toute charge imposée sur tels biens-fonds, le cens d'éligibilité prescrit par le présent article devant être établi par le rôle d'évaluation et de contribution foncière en vigueur à la date de la mise en nomination. Le mot "Cité" comprend tout territoire ou quartier nouvellement annexé à la Ville."

16.—L'article 39 de la loi 62 Vict. chap. 58, tel que remplacé par l'article 4 de la loi 9 Edouard VII, chap. 51, est de nouveau remplacé par le suivant:

"39. Chaque échevin reçoit, à même les fonds de la Cité, comme indemnité ou compensation pour ses services pendant son terme d'office, une somme annuelle de \$1,000 pourvu qu'il soit retranché de cette indemnité, à chaque

articles urgently required, provided the cost does not exceed in each case, the sum of \$1,500.00."

"4. The formalities in connection with such tenders shall be determined by the said Board of Commissioners, but a delay of at least 8 days shall be given between the date of the publication, in the newspapers, of the advertisements calling for tenders and the date fixed for the reception of said tenders."

"5. The tenders shall, in all cases, be addressed to the Board of Commissioners and shall be opened by the said Board sitting at a meeting, at the time and place specified in the notice calling for such tenders, and not before."

10.—Art. 21 m of the Act 9 Ed. VII, ch. 82, is repealed and replaced by the following:

"21m. It shall be the duty of the Commissioners to report annually to the Council on their management and as often as the Council may require."

Article 21 o of the Act 9 Ed. VII, ch. 82, is repealed and replaced by the following:

"21 o. The salary of each of the members of the Board of Commissioners shall be fixed by the Council, but shall not be less than five thousand dollars nor more than ten thousand dollars. *The Mayor shall receive as Commissioner, besides his salary of \$5,000 as Mayor, a salary which shall be determined by the Council, but which shall not be less than \$2,000 nor more than \$5,000 a year.*"

11.—Art. 21q of the Act 9 Ed. VII, ch. 82, is repealed and replaced by the following:

"21q. In the event of the death, resignation, refusal to act, or repeated absences without any valid reason, of one of the Commissioners, or of a permanent or chronic infirmity, preventing him from performing his duties, the Council shall appoint his substitute for the balance of the term."

12.—Art. 22 of the Act 62 Vict., ch. 58, is repealed.

Article 24 of the Act 62 Vict., chap. 58, is repealed and replaced by the following:

"24. The Mayor shall be *ex-officio* a justice of the peace for the City and District of Montreal, and shall be entitled to receive out of the funds of the City a salary not exceeding five thousand dollars per annum."

13.—Art. 26 of the Act 62 Vict., ch. 58, is repealed.

14.—Art. 27 of the Act 62 Vict., ch. 58, is repealed and the following substituted therefor:

"27. The Council, at its monthly meeting, in the months of February and November, in each year, shall elect one of its members to act as Acting-Mayor, during the ensuing 3 months, and at the monthly meeting in the month of May, the said Council shall elect two of its members to act as Acting-Mayor one for the first three following months and the other for the three other following months, and the Alderman so elected shall have and exercise all the powers vested by law in the Mayor whenever the latter may be absent from the City or whenever he may be unable to discharge the duties of his office.

"In the event of the office of Mayor becoming vacant, the Acting-Mayor shall exercise all the powers of the Mayor until the latter's successor is elected."

15.—Art. 29 of the Act 62 Vict., ch. 58 is repealed and the following substituted therefor:

"29. No person shall be either nominated or elected Alderman, unless he has been resident in the City for one year immediately preceding the day of his nomination, and has been seized of and has possessed, as proprietor, in his own name, for a period of 6 consecutive months, immediately preceding the day of his nomination, immoveable property, in the City, of the value of \$2,000 after payment or deduction of all charges imposed thereon; the qualification required by this article to be established by the valuation and assessment roll in force at the date of nomination."

"The word "City" includes any territory or ward newly annexed to the City."

16.—Art. 39 of the Act 62 Vict., ch. 58, as replaced by Art. 4 of the Act 9 Ed. VII, ch. 51, is further replaced by the following:

"39. Each Alderman shall receive, out of the funds of the City, as an indemnity or compensation for his services during his term of office, an annual sum of \$1,000; provided that there shall be deducted from such indemnity a sum of

échevin une somme de dix piastres chaque fois qu'il manque d'assister à une assemblée régulière du Conseil."

17.—L'article 40 de la loi 62 Vict. chap. 58, tel que remplacé par la loi 3 Edouard VII, chap. 62, section 5, et par l'article 5 de la loi 9 Edouard VII, chap. 81, est de nouveau remplacé par le suivant:

"40. Le Conseil peut en tout temps nommer des commissions spéciales pour s'enquérir de tous faits et matières ou questions qu'il juge à propos de leur soumettre, et ces commissions doivent s'enquérir de ces faits et matières et faire rapport pourvu que les attributions de telles commissions ne viennent pas en conflit avec les pouvoirs conférés au Bureau des Commissaires en vertu de la présente loi."

18.—L'article 41 de la loi 62 Vict. chap. 58, tel que remplacé par 3 Edouard VII, chap. 62, Art. 5 est abrogé.

19.—L'article 42 de la loi 62 Vict. chap. 58 tel que remplacé par 3 Edouard VII, chap. 62, Art. 6 est abrogé.

20.—L'article suivant est ajouté après l'article 44 de la loi 62 Vict. chap. 58:

"44a. Les compagnies ou corporations à fonds social pourront aussi être inscrites sur la liste des électeurs et voter au nom et par l'entremise de leur président ou de leur gérant dûment autorisé à cet effet par une résolution dont copie devra être produite chez le greffier de la Cité le ou avant le premier décembre de chaque année, et elles peuvent exercer ce droit dans tous les quartiers où elles paient des taxes."

21.—L'article 48 de la loi 62 Vict. chap. 58, tel que remplacé par 63 Vict. chap. 49, sec. 3, est abrogé.

22.—Les articles 61 et 62 de la loi 62 Vict., chap. 58, tels qu'amendés par 63 Vict. chap. 49, sect. 4, sont remplacés par les suivants:

"61. Le premier décembre, le président du bureau des estimateurs transmet la liste attestée des électeurs au Greffier de la Cité, qui la garde dans son bureau, où elle peut être examinée par les parties intéressées jusqu'à ce qu'elle soit définitivement révisée."

"62. Sur réception de la liste qui lui est remise par le président du Bureau des Estimateurs, le Greffier de la Cité fait immédiatement insérer dans deux journaux français et deux journaux anglais un avis, suivant la formule No 2, de la révision de la liste des électeurs, fixant le jour et l'endroit où la liste de chacun des quartiers sera révisée."

23.—L'article 87 de la loi 62 Vict. chap. 58 est abrogé.

24.—L'article 125 de la loi 62 Vict. chap. 58, est abrogé et remplacé par le suivant:

"125. Un ou deux compartiments doivent être ménagés dans la salle de votation, et installés de manière que chaque votant soit soustrait à la vue, et puisse marquer son bulletin de vote sans interruption ou intervention de la part de qui que ce soit.

"Chaque sous-officier doit ouvrir le bureau de votation qui lui est assigné à huit heures du matin, et doit le tenir ouvert jusqu'à six heures du soir.

"Il doit recevoir pendant ce temps, en la manière ci-après prescrite, tous les votes des électeurs qui ont droit de voter à ce bureau et qui demandent à le faire."

25.—L'article 163 de la loi 62 Vict. chap. 58, est abrogé et remplacé par le suivant:

"163. A six heures du soir le bureau est fermé et la votation est close; il en est fait une entrée au cahier de votation."

26.—L'article 300b tel qu'amendé par 4 Edouard VII, chap. 49, Art. 8 est abrogé et remplacé par le suivant:

"300b. Nonobstant toute loi à ce contraire, le Conseil peut par une simple résolution, autoriser le Bureau des Commissaires à établir, désigner, changer ou abolir, de temps à autre, les postes ou places à être occupés par les commerçants sur les différents marchés publics, à l'exception du Marché Bonsecours."

27.—L'article 318 de la loi 62 Vict. chap. 58, est abrogé et remplacé par le suivant:

"318. Le Greffier de la Cité doit nommer, au moins deux jours avant la date fixée pour la votation, un sous-officier rapporteur pour chacun desdits arrondissements de votation, et lui remettre un extrait certifié des listes électorales, indiquant les propriétaires fonciers ayant droit de voter dans les limites de l'arrondissement de votation pour lequel tel sous-officier-rapporteur a été nommé, con-

\$10 for every failure on the part of any Alderman to attend a regular meeting of the Council."

17.—Art. 40 of the Act 62 Vict., ch. 58, as replaced by the Act 3, Ed. VII, ch. 62, sec. 5, and by Art. 5 of the Act 9, Ed. VII, ch. 81, is further replaced by the following:

"40. The Council may, at any time, appoint Special Committees to inquire into any facts or matters which it may deem advisable to submit to them, and such Committees shall inquire into such facts and matters and report thereon, provided that the attributions of such Committees do not conflict with the powers conferred upon the Board of Commissioners under this Act."

18.—Art. 41 of the Act 62 Vict., ch. 58 as replaced by 3 Ed. VII, ch. 62, Art. 5 is repealed.

19.—Art. 42 of the Act 62 Vict., ch. 58, as replaced by 3 Ed. VII, ch. 62, Art. 6, is repealed.

20.—The following article is added after Art. 14 of the Act 62, Vict., ch. 58.

"44. (a) Joint stock companies or corporations may also be entered on the voters' list and vote in the name of and through their president or manager duly authorized to that effect by a resolution, a copy of which shall be deposited with the City Clerk on or before the 1st December, each year, and they may exercise such right in all the wards in which they pay taxes.

21.—Art. 48 of the Act 62, Vict., ch. 58, as replaced by 63 Vict., ch. 49, sec. 3, is repealed.

22.—Articles 61 and 62 of the Act 62 Vict., ch. 58, as amended by 63 Vict., ch. 49, sec. 4, are repealed and the following substituted therefor:

"61. On the 1st of December, the Chairman of the Board of Assessors shall transmit the certified voters' list to the City Clerk who shall keep the same in his office, where it may be examined by the interested parties until finally revised."

"62. On receipt of the list delivered to him by the Chairman of the Board of Assessors, the City Clerk shall forthwith cause to be inserted in two French and two English newspapers a notice of the revision of the voters' list (as per form 2), stating the day and place where the list for each ward shall be revised."

23.—Art. 87 of the Act 62 Vict., ch. 58, is repealed.

24.—Art. 125 of the Act 62 Vict., ch. 58, is repealed and replaced by the following:

"125. One or two compartments shall be made within the room, so arranged that each voter may be screened from observation, and so that he may mark his ballot paper without interference or interruption from any person whomsoever.

"Each deputy returning officer shall open the poll assigned to him at the hour of eight o'clock in the fore-noon and shall keep the same open until six o'clock in the afternoon.

"He shall during that time, receive, in the manner herein-after prescribed, the votes of the electors duly qualified to vote at such poll and applying to vote thereat."

25.—Art. 163 of the Act 62 Vict., ch. 58, is repealed and the following substituted therefor:

"163. At six o'clock in the evening, the voting-room shall be closed, the voting shall cease and an entry thereof shall be made in the poll-book."

26.—Art. 300b, as amended by 4 Ed. VII, ch. 49, Art. 8, is repealed and replaced by the following:

"300b. Notwithstanding any law to the contrary, the Council may, by simple resolution, authorize the Board of Commissioners to establish, designate, change or abolish, from time to time, stands or places to be occupied by the traders on the various public markets, with the exception of Bonsecours market."

27.—Art. 318 of the Act 62 Vict., ch. 58, is repealed and replaced by the following:

"318. The City Clerk shall appoint, at least two days before the date fixed for polling, a deputy-returning officer for each of said polling districts, and shall furnish each of said deputy-returning officers with a certified extract from the voters' list, showing the real estate owners entitled to vote within the limits of the polling district of which such deputy-returning officer shall have charge, in accordance

formément à l'article 314, en lui donnant en même temps toutes les instructions nécessaires."

28.—L'article 333 de la loi 62 Vict. chap. 58, tel que remplacé par la loi 8 Edouard VII, chap. 85, est de nouveau remplacé par le suivant:

"333. Tous les ans, le Conseil peut disposer des capitaux que la Cité a à sa disposition dans les limites de son pouvoir d'emprunt légal et pour les fins seulement mentionnées et indiquées dans l'article 344; pourvu, toutefois, qu'aucune dépense sur ces capitaux ne soit votée ou faite avant que les détails et le coût approximatif de chacun de ces travaux ou des objets pour lesquels l'on se propose de faire ainsi une dépense spéciale aient été soumis au Conseil et approuvés par la majorité absolue de tous ses membres sur un rapport du Bureau des Commissaires."

29.—L'article 336 de la loi 62 Vict. chap. 58, est abrogé et remplacé par le suivant:

"336. Aucune résolution du Conseil ou rapport ou résolution du Bureau des Commissaires autorisant ou recommandant la dépense de sommes d'argent n'est adoptée ou mandant la dépense d'un certificat du contrôleur soit prononcé d'effet avant qu'un certificat du contrôleur soit produit établissant qu'il y a des fonds à la disposition de la Cité pour le service et les fins pour lesquelles cette dépense est projetée."

30.—L'article 338 de la loi 62 Vict. chap. 58 tel que remplacé par la loi 9 Edouard VII, chap. 81, sec. 13, est de nouveau remplacé par le suivant:

"338. Tout membre du Conseil ou du Bureau des Commissaires qui autorise verbalement, par écrit, par son vote ou tacitement, une dépense d'argent excédant le montant préalablement voté et légalement mis à la disposition du Conseil ou du Bureau des Commissaires, peut, à la discrétion du tribunal, selon la gravité de l'irrégularité ou de l'illégalité, être tenu personnellement responsable, ou être déclaré déchu de son droit de siéger comme membre du Conseil ou comme membre du Bureau des Commissaires ou être déclaré incapable d'être réélu à la charge d'échevin ou de Commissaire pendant une période de deux ans à partir de la commission de l'irrégularité ou de l'illégalité ou être condamné à toutes ces pénalités, ou même en être déclaré indemne.

"Et dans tous les cas, les responsabilités et déchéances édictées par cet article n'auront pas lieu lorsque le Conseil, à la majorité absolue de ses voix, aura autorisé, ratifié ou confirmé telle dépense d'argent comme valable et légitime."

31.—L'article 345 de la loi 62 Vict. chap. 58, tel que remplacé par 8 Edouard VII, chap. 85, art. 11, est de nouveau remplacé par le suivant:

"345. Les emprunts faits en vertu de l'article 343 peuvent, à l'option du Conseil, être effectués par l'émission de débentures, d'obligations ou de rentes inscrites, pour un terme fixe pourvu que le taux nominal de l'intérêt ne dépasse pas quatre pour cent. Ces débentures, obligations ou rentes inscrites peuvent être émises en monnaie courante du pays où l'emprunt est négocié."

Il est cependant loisible au Conseil de négocier ces emprunts temporairement au nom de la Cité, au moyen de bons temporaires, bons du trésor ou autres effets négociables sur les places monétaires, jusqu'à ce que le temps soit jugé favorable pour l'émission prévue à l'alinéa précédant.

32.—L'article 351b ajouté par la loi 7 Edouard VII, chap. 63, Art. 15, et tel qu'amendé par la loi 8 Edouard VII, chap. 85, sect. 17, est abrogé et remplacé par le suivant:

"351b. La Cité de Montréal est autorisée à faire, de temps à autre, un ou des emprunts spéciaux pour une somme n'excédant pas trois millions de piastres qui formeront un fonds appelé "fonds de roulement" destiné à pourvoir aux dépenses courantes en anticipation du revenu ordinaire et aussi à la quote-part des propriétaires dans les cas d'expropriation, de pavage de rues, de construction de trottoirs et d'égouts et autres travaux permanents, jusqu'à ce que les répartitions spéciales imposées pour ces fins aient été perçues.

"Le produit de tel ou tels emprunts doit être consacré uniquement et exclusivement aux fins susmentionnées, et il ne doit subir aucune diminution par suite de pertes résultant de la non-perception des répartitions spéciales, lesquelles pertes doivent être comblées à même le revenu ou à même les autres sommes à la disposition de la Cité.

"Le ou les emprunts prévus par cet article peuvent être effectués par émission de bons, débentures ou rentes ins-

with Art. 314, and give him such instructions as may be necessary."

28.—Art. 333 of the Act 62 Vict., ch. 58, as replaced by the Act 8 Ed. VII, ch. 85, is further replaced by the following:

"333. Every year, the Council may dispose of such capital amounts as the City will have at its disposal within the limits of its legal borrowing powers, but only for the purposes mentioned and set forth in Art. 344; provided always that no expenditure of such capital amounts shall be voted or made until and unless the details and approximate cost of each of the works or objects for which such special expenditure is contemplated, are submitted to the Council and approved by the absolute majority of all its members, on a report of the Board of Commissioners."

29.—Art. 336 of the Act 62 Vict., ch. 58, is repealed and the following substituted therefor:

"336. No resolution of the Council, or report or resolution of the Board of Commissioners, authorizing or recommending the expenditure of any moneys shall be adopted or have any effect, until a certificate of the Comptroller is produced, establishing that there are funds at the disposal of the City for the service and purposes for which such expenditure is proposed."

30.—Art. 338 of the Act 62, Vict., ch. 58, as replaced by the Act 9 Ed. VII, ch. 81, sec. 13, is further replaced by the following:

"338. Every member of the Council or of the Board of Commissioners who authorizes, either verbally, or in writing, by his vote or tacitly, any expenditure of money exceeding the amount previously voted and legally placed at the disposal of the Council or of the Board of Commissioners, may, at the discretion of the Court, according to the gravity or the irregularity or illegality, be either held personally liable therefor or be declared disqualified to sit as a member of the Council or as a member of the Board of Commissioners, or be declared incapable of being re-elected to the office of Alderman or of Commissioners for a period of two years from the commission of the irregularity or illegality, or be condemned to all such penalties, or even be declared not liable thereto."

"And, in any case, the liabilities and disqualifications enacted by this article shall not exist if the Council, by an absolute majority of its votes, has authorized, ratified or confirmed such expenditure of money as valid and legal."

31.—Art. 345 of the Act 62 Vict., ch. 58, as replaced by the Act 8 Ed. VII, ch. 85, sec. 11, is further replaced by the following:

"345. The loans under Art. 343 may, at the choice of the Council, be effected by means of an issue of bonds, debentures or inscribed stock, for a fixed term, provided the nominal rate of interest shall not exceed 4 p. c. Such bonds, debentures or inscribed stock may be issued in currency of the country where the loan is negotiated.

"It shall, nevertheless, be lawful for the Council to negotiate such loans temporarily, in the name of the City, by means of temporary bonds, treasury bills or other securities negotiable on the money markets, until the time is deemed favorable for the issue provided for in the foregoing paragraph."

32.—Art. 351b, added by the Act 7, Ed. VII, ch. 63, sec. 15, and as amended by 8 Ed. VII, ch. 85, sec. 17, is repealed and the following substituted therefor:

"351b. The City is authorized to effect, from time to time, a special loan or special loans to an amount not exceeding three million dollars, which shall constitute a fund called "Working Capital", to provide for current expenses in anticipation of the ordinary revenue and also for the sake of proprietors in case of expropriation, for paving streets, for the construction of sidewalks and sewers, and for other permanent works, until the special assessments therefor shall have been collected.

"The proceeds of such loan or loans shall be held solely and exclusively for the purposes above mentioned and shall not in any way be diminished in consequence of any losses which may arise through inability to collect any portion of the said special assessments, which losses shall be made good from the revenue or other sums which may be at the disposal of the City.

"The loan or loans provided for by this Article may be effected by the issue of bonds, debentures or registered

crites (registered stock) signés par le Maire et le trésorier de la Cité et portant un certificat du contrôleur de la Cité indiquant l'objet pour lequel la valeur est émise."

33.—L'article 356a, tel qu'ajouté par la loi 7 Edouard VII, chap. 63, est abrogé et remplacé par le suivant:

"356a. Le trésorier de la Cité peut être autorisé par le Conseil, sur rapport du Bureau des Commissaires, à se servir temporairement des fonds qui se trouvent dans le trésor, en quelque temps que ce soit, pour toutes fins légales dans le cours de l'administration des affaires de la Cité."

34.—L'article 394 de la loi 62 Vict., chap. 58, tel que remplacé par 9 Edouard VII, chap. 81, art. 19, est de nouveau remplacé par le suivant:

"394. En tout temps après que les rôles d'évaluation, de contributions foncières et de perception de taxes municipales et scolaires ont été faits, les estimateurs font un rôle supplémentaire contenant les noms des personnes qui ont été omises dans les premiers rôles, ou qui sont devenues depuis, sujettes au paiement des contributions foncières et des taxes scolaires et municipales, lequel rôle supplémentaire doit être clos le trente Novembre et n'est pas sujet à la révision."

35.—L'article suivant est ajouté après l'article 460 de la loi 62 Vict. chap. 58:

"460a. Aucune contestation d'un rôle de répartition ne sera légale à moins que les montants sur lesquels porte telle contestation n'aient été payés; et dans le cas où le rôle serait par la suite mis de côté ou modifié, le montant en litige sera remboursé avec intérêt."

36.—L'article 477 de la loi 62 Vict. chap. 58, tel que remplacé par 7 Edouard VII, chap. 63, art. 42, est de nouveau remplacé par le suivant:

"477. Le lieutenant-gouverneur en conseil nommé, par commission spéciale, sous le sceau de la province, les recorders, qu'il choisit parmi les membres du Barreau de la province ayant exercé leur profession pendant au moins cinq ans, pour remplir les fonctions de recorder.

"Les recorders exercent leur charge durant bonne conduite, et leur commission ne peut être révoquée que sur une adresse conjointe du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative au lieutenant-gouverneur en conseil.

"Lorsque, à raison de la maladie ou de l'absence des recorders ou de l'un d'entre eux, un magistrat de police, un juge des sessions, ou un recorder-suppléant, remplacera un des recorders, il aura droit de recevoir de la Cité comme rémunération pour ses services, la somme de \$10 par jour. Cette clause s'appliquera à tout magistrat de police, juge de sessions ou recorder-suppléant, qui aura temporairement remplacé un recorder depuis le 1er janvier 1910. Ce recorder-suppléant est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil par commission spéciale, sous le sceau de la Province et choisi parmi les membres du barreau de la province ayant exercé leur profession pendant au moins cinq ans.

"Le traitement du doyen des recorders, ainsi que celui qui le remplacera, sera de quatre mille piastres par année. Le traitement de l'autre recorder sera également de quatre mille piastre par année.

"Au bout de dix ans de service, le traitement annuel d'un recorder pourra être augmenté de telle somme que le Conseil de Ville déterminera.

"Si un recorder de la Cité, après avoir agi comme tel durant quinze ans, se démet de sa charge, ou si, pendant l'exercice de sa charge, il devient affligé de quelque infirmité permanente ou chronique qui l'empêche de remplir ses fonctions, la Cité doit lui accorder une pension égale aux trois quarts du traitement qu'il recevait au moment de sa démission, et cette pension qui commence immédiatement après sa démission lui est servie sa vie durant comme pension insaisissable."

37.—L'article 532 de la loi 62 Vict. chap. 58 est remplacé par le suivant:

"532. Si, dans les affaires soumises au Conseil, il est nécessaire dans l'intérêt de la Cité de faire élucider des questions de fait par des témoins interrogés sous serment, ou s'il devient également nécessaire, dans l'intérêt de la Cité, d'instituer des enquêtes pour établir la vérité des représentations faites au Conseil, concernant des matières de son ressort, toute commission chargée par le Conseil d'en faire l'investigation ou de s'en enquérir, peut faire signifier une assignation signée par son président à toute personne la sommant de comparaître devant cette commission, afin de donner son témoignage sur les faits faisant

stock, signed by the Mayor and City Treasurer and bearing a certificate from the City Comptroller, stating the purpose for which they are issued."

33.—Art. 356a, as added by 7 Ed. VII, ch. 63, sec. 17, is repealed and replaced by the following:

"356a. The City Treasurer may be authorized by the Council on a report from the Board of Commissioners, to make use temporarily of any funds which may be in the treasury, at any time, for any lawful purpose in the course of the administration of the affairs of the City."

34.—Art. 394 of the Act 62 Vict., ch. 58, as replaced by 9 Ed. VII, ch. 81, sec. 19, is further replaced by the following:

"394. At any time after the completion of the valuation and assessment rolls and the municipal and school tax rolls, the assessors shall make a supplementary roll, containing the names of all persons who have been omitted from the first rolls, or who have since become liable for the payment of any assessments, or municipal and school taxes, and such supplementary roll shall be closed on the 30th November and shall not be subject to any revision."

35.—The following Article is added after Art. 460 of the Act 62 Vict., ch. 58:

"460a. No contestation of any assessment roll shall be lawful until and unless the amounts taken exception to shall first have been paid; and in the event of the roll being afterwards set aside, or modified, the amount involved shall be refunded with interest."

36.—Art. 477 of the Act 62 Vict., ch. 58, as replaced by 7 Ed. VII, ch. 63, Art. 42, is further replaced by the following:

"47. The Lieutenant-Governor in Council, by special commission, under the seal of the Province, appoints the Recorders, whom he selects from among the members of the Bar of the Province who have practised as such for at least 5 years, to fill the office of Recorder."

"The Recorders hold office during good behaviour, and their commission cannot be revoked, except upon a joint address of the Legislative Council and Legislative Assembly, to the Lt.-Governor in Council.

"Whenever, by reason of the illness or absence of the Recorders or either of them, a Police Magistrate or a Judge of the Sessions or an acting-Recorder shall replace one of the Recorders, he shall be entitled to receive from the City, as remuneration for his services, the sum of \$10 per diem. This clause shall apply to any Police Magistrate, Judge of the Sessions or acting-Recorder who may have temporarily replaced a Recorder since the 1st of January 1910.

"The acting-Recorder shall be appointed by the Lt. Governor in Council, by special Commission, under the seal of the Province, and selected from among the members of the Bar of the Province having practised as such for at least 5 years.

"The salary of the senior Recorder and of the person replacing him shall be \$4,000 per annum. The salary of the other Recorder shall be likewise \$4,000 per annum.

"After ten years service, the annual salary of the Recorder may be increased by such sum as the City Council shall determine.

"If a Recorder of the City, after 15 years' service, as such, should resign his office, or, if while in office, he should become afflicted with any permanent or chronic infirmity, preventing him from discharging the duties of his office, the City shall grant him a pension equal to $\frac{3}{4}$ of the salary he received at the time of his retirement; and such pension, which shall begin immediately at his retirement, shall be paid him during his life-time and shall be exempt from seizure."

37.—Art. 532 of the Act 62 Vict., ch. 58, is repealed and replaced by the following:

"532. If questions of fact arise in matters before the Council, which the interest of the City require to be investigated by the examination of witnesses on oath, and it also becomes necessary, in the like interest, to institute inquiries into the truth of representations which may be made to the Council respecting matters within its jurisdiction, the Committee appointed by the Council to investigate any such question or to make such inquiry, may issue a summons signed by its Chairman requiring any person to ap-

le sujet de l'enquête, et la sommant également, si la chose est jugée à propos, de produire tous papiers ou documents en sa possession ou sous son contrôle et qui peuvent se rapporter à cette enquête ou question, ou qui sont décrits dans l'assignation."

Les articles 554 et 555 de la loi 62 Vict., chap. 58 tels qu'amendés par la loi 7 Edouard VII, chap. 63, art. 46, sont abrogés.

38.—L'article 27 de la loi 9 Edouard VII, chap. 81, s.s. 25, est remplacé par le suivant:

"27. Elargir la rue Rivard, depuis l'avenue Laurier jusqu'à la rue Lamoricière au coût fixé par les commissaires en expropriation."

39.—La formule No 1 de la loi 62, Vict., chap. 58 est abrogée et remplacée par la suivante:

FORMULES

"No 1.

"Formule mentionnée dans l'article 35.

"Serment du maire ou d'un échevin ou d'un commissaire.

"Je, A. B., élu maire (ou échevin ou commissaire selon le cas), de la Cité de Montréal, jure ou affirme que je serai un vrai et fidèle sujet de Sa Majesté le Roi Edouard VII, (ou le souverain alors régnant), ses héritiers et successeurs, selon la loi; et je jure de plus que je remplirai fidèlement, et au meilleur de mon jugement et de ma capacité, les devoirs de la charge à laquelle j'ai été élu.

Ainsi que Dieu me soit en aide."

40.—L'article suivant est ajouté:

"La Cité devra payer, en sus de la moitié du coût de l'expropriation se rapportant à l'expropriation de la rue Saint-Antoine, depuis la rue Guy jusqu'aux limites ouest, une somme de \$32,892.29, représentant la moitié des indemnités qui ont été accordées à certains propriétaires qui avaient construit en dehors de la ligne homologuée et qui est à la charge des propriétaires des immeubles situés du côté Nord et du côté Sud de ladite rue, entre la rue Guy et les limites Ouest."

"La Cité est autorisée, en faisant son rôle de répartition pour ladite expropriation, à prendre comme front la façade de l'immeuble du Dr. Gray sur le Square Richmond au lieu de prendre comme front le côté de la maison dudit Dr. Gray faisant face à la rue Saint-Antoine."

41.—Les contrats intervenus tant avec la compagnie de chemin de fer du Pacifique qu'avec la compagnie Lachine, Jacques-Cartier et Maisonneuve Railway, et reproduits dans les cédules A et B sont ratifiés et confirmés.

pear before such Committee, for the purpose of giving evidence touching such question or inquiry, and, if judged expedient, to produce any papers or documents in his possession, or under his control, bearing upon such question or inquiry, or described in such summons."

Articles 554 and 555 of the Act. 62 Vict. chap. 58, as amended by the Act 7 Edward VII, chap. 63, art. 46, are hereby repealed.

38.—Art. 27 of the Act 9 Ed. VII, ch. 81, ss. 25, is repealed and replaced by the following:

"25. To widen Rivard street, from Laurier Avenue to Lamoricière street, at the cost fixed by the expropriation Commissioners."

39.—Form No. 1 of the Act 62 Vict., ch. 58, is repealed and the following substituted therefor:

FORMS

"No. 1.

"Form mentioned in Art. 35.

"Oath of Mayor or Alderman or Commissioner.

"I, A. B., having been elected Mayor (or Alderman or Commissioner as the case may be), of the City of Montreal, do swear (or affirm) that I will faithful and true allegiance bear to His Majesty King Edward VII (or the reigning Sovereign for the time being), his heirs and successors, according to law; and I further swear that I will faithfully perform and fulfill, according to the best of my judgment and ability the duties of the office to which I have been elected. So help me God."

40.—The following article is added:

"The City shall pay, in addition to one half of the cost of the expropriation of St. Antoine St. from Guy street to the Western limits a sum of \$32,892.29, representing one-half of the indemnities awarded to certain proprietors who had built outside of the homologated line and chargeable to the owners of real estate situated on the North and South sides of said street, between Guy street and the Western limits."

"The City is authorized in making its apportionment roll for the said expropriation, to take as frontage the face of Dr. Gray's property, on Richmond Square, instead of taking as frontage the side of the house of the said Dr. Gray fronting on St. Antoine street."

41.—The contracts entered into with both the Canadian Pacific Railway Co and the Lachine, Jacques Cartier and Maisonneuve Railway Company, and reproduced in schedule A and B, are hereby ratified and confirmed.

DELIBERATIONS

COMMISSION SPECIALE D'ANNEXION

Compte rendu de l'assemblée du 4 mars.

Sont présents: MM. les échevins Mayrand, président, Tétreau, Boyd, Clément, Leclaire, Roux, Gauvin et Prud'homme.

Est aussi présent M. J.-L. Archambault, C. R., avocat de la Cité.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et approuvé.

1.—Une délégation de la Ville St-Paul, composée du Maire, M. M. Judge, de MM. les échevins D. Côté, J. McCuningham, W. Janes, A. Lalonde, L. Daoust; de M. L. J.-S. Morin, avocat, conseil, et de M. R.-D. Dunn, secrétaire-trésorier, se présente devant la Commission, en réponse à l'invitation qui a été faite à cette ville de venir discuter les conditions d'un projet d'annexion.

M. le Maire Judge informe la Commission que la Ville

SPECIAL COMMITTEE ON ANNEXATION

Report of meeting held the 4th March.

Present: Ald. Mayrand, chairman, Tétreau, Boyd, Clément, Leclaire, Roux, Gauvin and Prud'homme.

Mr. J. L. Archambault, K. C., City attorney also attended the meeting.

1.—A delegation from the town of St. Paul, composed of the Mayor, Mr. M. Judge, Ald. D. Côté, J. McCuningham, W. James, A. Lalonde, L. Daoust, Mr. L. J. S. Morin, advocate, counsel, and Mr. R. D. Dunn, secretary-treasurer, appeared before the Committee, answering the invitation of the City to come and discuss the conditions of the proposed annexation.

Mayor Judge informed the Committee that the town of

de St-Paul est disposée à s'annexer à la Cité de Montréal, aux conditions suivantes, savoir:

(1) Etablissement d'un service de tramways sur la rue St-Patrice ou expropriation de partie de la rue Notre-Dame, devant permettre la construction d'une voie double de tramways dans ladite rue;

(2) Paiement de la taxe de l'eau au même taux qu'à Montréal, la Cité devant payer à la "Montreal Water & Power Co." le surplus qu'elle exige pour ce service;

(3) Etablissement dans la Ville de St-Paul, d'un bureau de perception des taxes devant être ouvert un ou deux soirs par semaine.

Après discussion, il est, sur la proposition de M. l'échevin Gauvin,

Résolu: Que le Conseil de la Ville de St-Paul soit prié d'adopter, à sa prochaine séance, une résolution contenant les conditions qu'il entend faire accepter pour l'annexion et d'en transmettre sans délai copie à cette Commission; de transmettre aussi copie du plan officiel de cette ville et de tous contrats octroyant des privilèges ou franchises et, de plus, un état financier de ladite ville, cet état devant contenir aussi tous renseignements concernant la population, la superficie, le taux de la taxe foncière, la valeur des immeubles imposables et des immeubles exempts de taxation et tous autres détails se rapportant à cette municipalité.

2.—MM. John Findlay et George Ball, représentant la "Park Realty Co.", se présentent devant la Commission en rapport avec l'annexion de certaine partie du territoire de la paroisse de St-Laurent et soumettent un plan de ce territoire (p. 638, 637 et p. 636 du cadastre).

Après discussion, il est, sur la proposition de M. l'échevin Prud'homme,

Résolu: Qu'une sous-commission, composée de M. le président et de MM. les échevins Boyd, Roux et Prud'homme, soit chargée de visiter le territoire que l'on demande d'annexer et de faire rapport à la Commission à sa prochaine séance.

3.—Une délégation de l'Association des Citoyens, composée de M. le juge Loranger et de MM. S.-D. Vallières, F. Robertson et autres, demande que la Cité s'oppose à l'adoption par la Législature du projet d'annexion de la municipalité de Rosemont à la Ville de Maisonneuve et de tous autres projets semblables.

Sur la proposition de M. l'échevin Prud'homme, il est

Résolu: Que rapport soit fait au Conseil recommandant qu'instruction soit donné au Département en Loi et à toute délégation que ledit Conseil pourra envoyer à Québec, pendant la prochaine session, de s'opposer à l'adoption de tous bills pourvoyant à l'annexion de municipalités ou de parties de municipalités à des municipalités autres que Montréal.

4.—Une délégation de la Ville de Bordeaux se présente devant la Commission, en rapport avec le projet d'annexion de cette ville et des numéros 345, 346, 347, 348, 349 et 350 du cadastre de la paroisse de St-Laurent, à la Cité de Montréal. Font partie de cette délégation M. le Maire Coullée, MM. les échevins J.-A. Fortier, E. Picard, fils, E. Morgenthaler, G. Ménard, fils, M. C.-H. Lavallée, recorder, M. J.-A. Hamelin, secrétaire-trésorier, M. Edmond Lussier, ex-maire, et MM. O. Laberge, L.-V. Perry et C. Lamothe, ex-échevins.

MM. Coullée, Lussier et Hamelin soumettent le projet de bill que la ville de Bordeaux se propose de présenter à la Législature et donnent certains détails sur la position financière, etc., de cette ville.

Après discussion, il est, sur la proposition de M. l'échevin Roux,

Résolu: Qu'une sous-commission, composée de M. le président et de MM. les échevins Leclair et Clément, soit chargée de rencontrer les délégués de la ville de Bordeaux, de discuter avec eux les conditions du projet d'annexion et de se procurer copie du plan officiel de ladite ville et tous autres documents se rapportant à cette question, et de faire rapport à cette Commission à sa prochaine séance.

5.—M. L.-T. Maréchal, avocat, représentant la municipalité de Rosemont, soumet à la Commission une liste des conditions que ladite municipalité entend imposer pour l'annexion de son territoire à la Cité de Montréal, une cédule des différents travaux qui devront être exécutés et une copie du plan des rues de Rosemont.

St. Paul was willing to annex to the City of Montreal, on the following conditions, to wit:

(1) Establishment of a street car service on St Patrick street or the expropriation of part of Notre-Dame street, in order to lay a double track on said street;

(2) Payment of the water tax at the same rate as in Montreal, the City to pay the Montreal Water & Power Co. the surplus charged for said service;

(3) To establish in the town of St. Paul an office for the collection of taxes to be opened one evening or two a week.

After deliberation, on motion of Ald. Gauvin, it was

Resolved: That the Council of the town of St. Paul be asked to adopt, at its next meeting, a resolution containing the conditions which they intend to accept for the annexation and transmit, without delay, a copy thereof to this Committee; to transmit also a copy of the official plan of said town and of all contracts conferring privileges on franchises and, furthermore, a financial statement of the said town, the said statement to contain also all information concerning the population, area, assessment rate, value of assessable real estate and of properties exempt from taxation and all other details concerning the said municipality.

2.—Messrs. John Findlay and George Ball, representing the Park Realty Co., appeared before the Committee in connection with the annexation of certain part of the territory of the parish of St. Laurent and submitted a plan of said territory (p. 638, 637 and p. 636 of the cadastre).

After discussion, on motion of Ald. Prud'homme, it was

Resolved: That a sub-committee composed of Ald. Boyd, Roux and Prud'homme, be appointed to visit the territory sought to be annexed and report to this Committee for the next meeting.

3.—A delegation of the Citizens' Association, composed of Justice Loranger, Messrs. S. D. Vallières, F. Robertson and others, asked the City to oppose the adoption by the Legislature of the bill to annex the municipality of Rosemont to the town of Maisonneuve and all other similar bills.

On motion of Ald. Prud'homme, it was

Resolved: That a report be made to Council recommending that instructions be given to the Law Department and to all delegations the City might send to Quebec, during the next session, to oppose the adoption of all bills to annex municipalities or parts of municipalities to municipalities other than Montreal.

4.—A delegation from the town of Bordeaux, appeared before the Committee, in connection with the proposed annexation of said town and of cadastral numbers 345, 346, 347, 348, 349 and 350 of the parish of St. Laurent to the City of Montreal.

The delegation was composed of Mayor Coullée, Ald. J. A. Fortin, E. Picard, junior, E. Morgenthaler, G. Ménard, junior, Mr. C. H. Lavallée, recorder, Mr. J. A. Hamelin, secretary-treasurer, Mr. Edmond Lussier, ex-mayor, and Messrs. O. Laberge, L. V. Perry and C. Lamothe, ex-aldermen.

Messrs. Coullée, Lussier and Hamelin submitted the bill which the town of Bordeaux intends to submit to the Legislature and gave certain details on the financial standing, etc., of the said town.

After discussion, on motion of Ald. Roux, it was

Resolved: That a sub-committee composed of the chairman and Ald. Leclair and Clément be appointed to confer with the delegates of the town of Bordeaux, to discuss with them the conditions of the proposed annexation and to obtain a copy of the official plan of said town and all other documents connected therewith, and report to this Committee for its next meeting.

5.—Mr. L. T. Maréchal, advocate, representing the municipality of Rosemont, submitted to the Committee a list of conditions which the said municipality intends to impose for the annexation of its territory to the City of Montreal, a schedule of different works to be executed and a copy of the plan of the streets of Rosemont.

Après discussion, il est, sur la proposition de M. l'échevin Gauvin,

Résolu: Qu'une sous-commission, composée de M. le président et de MM. les échevins Prud'homme, Tétreau et Gauvin, soit chargée de discuter avec le Maire, les échevins, l'ingénieur et l'avocat de Rosemont, les conditions soumises par cette municipalité et de faire rapport à cette Commission à sa prochaine séance.

6.—Sur la proposition de M. l'échevin Leclaire, il est

Résolu: Que les conseils municipaux de la Ville de Longue-Pointe et du village de Beurivage soient priés de dire à cette Commission s'ils sont favorables au projet de l'annexion de ces municipalités à la Cité de Montréal et, dans l'affirmative, de faire connaître les conditions auxquelles ils consentiraient à cette annexion.

7.—*Résolu:* Que les autorités municipales de la Ville Emard et du village de Ahuntsic soient invitées à assister à l'assemblée de la Commission qui aura lieu vendredi prochain, le 11 du courant, à 4 heures, et à transmettre à ce sujet, copie du plan officiel de ces municipalités et de tous contrats octroyant des franchises ou privilèges, tous états financiers ou autres, et une liste des conditions qu'elles entendent imposer.

Ajournement.

J. E. GAUTHIER,
Secrétaire.

COMMISSION SPECIALE DE LEGISLATION

Compte rendu de l'assemblée du 4 mars.

Sont présents: MM les échevins L.-A. Lapointe, président, Tétreau, Dandurand, O'Connell, Dubeau et Brodeur.

Assistent aussi à l'assemblée MM. L.-J. Ethier, avocat en chef de la Cité, J. Pelletier, contrôleur et auditeur de la Cité, Wm. Robb, trésorier de la Cité, MM. les échevins Boyd, Garceau et Prud'homme et M. Jos. Ainey, Commissaire.

Les minutes de la dernière séance sont lues et ratifiées.

1.—Une délégation des Ingénieurs stationnaires se présente de nouveau devant la Commission au sujet de certains amendements à la loi concernant l'inspection des chaudières.

MM. E.-F. Valiquette et J. Smiley adresse quelques remarques à la Commission à ce sujet.

M. L.-J. Ethier, avocat en chef de la Cité, demande aux intéressés d'examiner les dispositions de la loi actuelle afin de voir si ces dispositions ne sont pas suffisantes pour rencontrer leur demande.

Il cite l'article 300 de la charte S.S. III et l'article 9 de la loi 9 Edouard VII, chap. 81, S.S. 131.

La demande desdits ingénieurs stationnaires est alors renvoyée au Département en Loi afin de savoir quels sont les amendements qui devraient être demandés à la Législature.

Le secrétaire reçoit instruction de transmettre au secrétaire de l'Association des Ingénieurs stationnaires, M. Valiquette, une copie des amendements qui ont été demandés à la Législature l'année dernière au sujet des ingénieurs stationnaires et une copie des dispositions de la charte sur le même sujet.

2.—M. l'échevin Prud'homme se présente devant la Commission au sujet de l'expropriation de certaines rues dans le quartier Mont-Royal, à savoir:

- (1) Rue de la Montagne.
- (2) Rue DeCelles.
- (3) Avenue Westmount.
- (4) Chemin de la Côte des Neiges.
- (5) Continuation du chemin de la Côte Ste-Catherine.

Résolu: De demander à l'inspecteur de la Cité de soumettre un plan de ces expropriations et de faire rapport sur la nécessité d'ouvrir ces rues et de donner le coût approximatif desdites expropriations.

Résolu: De demander aussi aux Estimateurs de la Cité de donner la valeur des immeubles à être expropriés d'après les rôles d'expropriation.

After discussion, on motion of Ald Gauvin, it was

Resolved: That a sub-committee composed of the chairman, Ald. Prud'homme, Tétreau and Gauvin be appointed to discuss with the Mayor, aldermen, engineer and attorney of Rosemont, the conditions submitted by said municipality and report to this Committee for the next meeting.

6.—On motion of Ald. Leclaire, it was

Resolved: That the municipal councils of the town of Longue Pointe and of the village of Beurivage be requested to inform the Committee whether they are in favor of annexing said municipalities to the City of Montreal and, if so, to state the conditions on which they would consent to said annexation.

—*Resolved:* That the municipal authorities of Ville Emard and of the village of Ahuntsic be invited to attend the meeting of this Committee to be held on Friday next, the 11th instant, at 4 o'clock, and transmit in this connection a copy of the official plan of said municipalities and of all contracts granting privileges or franchises, financial statements or others, and a memo of the conditions they intend to impose.

Adjourned.

J. E. GAUTHIER,
Secretary.

SPECIAL COMMITTEE ON LEGISLATION

Report of meeting held the 4th March.

Present: Ald. L. A. Lapointe, chairman, Tétreau, Dandurand, O'Connell, Dubeau and Brodeur.

Mr. L. J. Ethier, Chief City Attorney, J. Pelletier, City comptroller and auditor, Wm. Robb, City treasurer, Ald. Boyd, Garceau, Prud'homme and Mr. Jos. Ainey, Commissioner, also attended the meeting.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

1.—A delegation from the Stationery Engineers Society appeared again before the Committee anent certain amendments to the law concerning the inspection of boilers. Messrs. E. F. Valiquette and J. Smiley addressed a few remarks to the Committee in this connection.

Mr. L. J. Ethier, Chief City Attorney, asked the interested parties to examine the provisions of the present law, and see whether the same are not sufficient to meet their request.

He quoted article 300 of the City Charter, ss. 111 and article 9 of the Act 9 Edward VII, Chap. 81, ss. 131.

The request of the said Stationery Engineers was then referred to the Law Department as to what are the amendments which should be asked from the Legislature.

The secretary was instructed to transmit to the secretary of the Stationery Engineers Society, Mr. Valiquette, a copy of the amendments submitted to the Legislature, last year, concerning stationery engineers and a copy of the provisions of the City Charter in connection therewith.

2.—Ald. Prud'homme appeared before the Committee anent the expropriation of certain streets in Mount Royal ward, to wit:

- (1) Mountain street;
- (2) Decelles street;
- (3) Westmount Avenue;
- (4) Côte des Neiges road;
- (5) Extension of Côte Ste. Catherine road.

Resolved: That the City Surveyor be requested to submit a plan of said expropriations and to report on the necessity of opening said streets and state the approximate cost of said expropriations.

Resolved: That the City Assessors be also requested to give the valuation of properties to be expropriated, according to the expropriation rolls.

Soumis un rapport du trésorier de la Cité suggérant certains amendements à la charte.

Résolu: D'approuver les suggestions du trésorier de la Cité quand au fonds de roulement et quant aux contestations des rôles de répartition.

4.—Soumise une communication du Dr. Louis Laberge, Médecin Officier de Santé, suggérant certains amendements à la charte.

Renvoyée à l'avocat en chef de la Cité pour rapport.

5.—Soumise les communications suivantes:

(a) Du Lt. Col. Labelle, demandant que la Ville accorde une allocation de \$3,000 pour aider à la construction de l'Arsenal érigé par le 65ième régiment au coin de l'avenue des Pins et des rues Sanguinet et Drolet.

(b) Copie d'une lettre de l'Assistant Procureur Général à M. F.-X. Choquet, Juge de la Cour des Sessions de la Paix, au sujet de l'organisation d'une cour des jeunes délinquants.

(c) Du Greffier de la Cité, suggérant certains amendements à la Charte spécialement aux articles 337 et 338 de manière à permettre au Conseil dans certains cas d'urgence de recommander un projet comportant une dépense d'argent, sujet à l'approbation des Commissaires afin d'éviter nombre d'illégalités.

Renvoyées à l'avocat en chef de la Cité pour qu'il prépare un projet d'amendement aux articles 337 et 338 de la Charte, afin d'étendre les pouvoirs qui sont conférés au Conseil par ces articles.

6.—Soumise une communication de MM. Laurendeau, Pelletier & Pelletier, avocats, au sujet de la taxe imposée sur les voutes et caveaux.

Renvoyée à l'avocat en chef de la Cité pour rapport.

7.—Soumise une communication de l'inspecteur des Edifices, suggérant d'amender la loi de manière à permettre au Conseil, d'adjoindre au département de l'inspection des Edifices un département d'Architecte.

Renvoyée à l'avocat en chef de la Cité, afin de savoir si la Ville ne possède pas ce pouvoir d'après sa charte

8.—Soumise une communication du Dr J.-J. McCarrey, chef du département de l'inspection des Aliments, au sujet des amendements à la charte.

Déposée sur le bureau.

9.—Soumis les avis de motions suivants, qui ont été référés à cette Commission par le Conseil:

(a) De M. l'échevin Tétreau, à l'effet d'amender l'article 163 de la charte.

(b) De M. l'échevin Tétreau, à l'effet de modifier les articles 5 et 7 de la charte, relativement à la redistribution des quartiers.

Déposés sur le bureau.

(c) De M. l'échevin Leclair, à l'effet d'amender les articles 48 et autres de la charte, afin de donner le droit de vote à tous les contribuables quand même ils n'auraient pas payés leurs taxes dans le temps exigé par la loi actuelle.

Résolu: De donner instruction à l'avocat en chef de la Cité d'inclure dans le bill un amendement à cet effet.

(d) De M. l'échevin Tétreau, à l'effet d'amender les articles 25 et 29 de la charte, de façon à abolir la qualification foncière pour la charge de maire et d'échevins, sujet à un referendum.

Déposé sur le bureau, cette suggestion ayant déjà été repoussé par la Commission.

(e) De M. l'échevin Tétreau, à l'effet de modifier l'article 14 de la charte de façon à prohiber l'ouverture des comités électoraux et la cabale électorale et à permettre à la Cité d'ouvrir des bureaux de renseignements dans chaque quartier et d'adresser aux électeurs une carte indiquant l'endroit où ils votent.

M. l'échevin Tétreau

Propose: Qu'un amendement dans ce sens soit inclus dans le bill de la Cité.

Proposé en amendement par M. l'échevin Dandurand,

Qu'il n'est pas opportun dans le moment d'adopter un amendement de cette nature, vu qu'il faudrait modifier complètement la loi électorale.

Ledit amendement étant mis aux voix.

3.—Submitted a report from the City Treasurer suggesting certain amendments to the City Charter.

Resolved: To concur in the City Treasurer's suggestions as to the working capital and to the contestations of apportionment rolls.

4.—Submitted a communication from Dr. Louis Laberge, Medical Health Officer, suggesting certain amendments to the City Charter.

Referred to the Chief City Attorney for a report.

5.—Submitted the following communications:

(a) From Lt.-Col. Labelle asking the City for a grant of \$3,000 to aid in the construction of the Armoury Hall, erected by the 65th regiment, corner of Pine Avenue and of Sanguinet and Drolet streets.

(b) Copy of a letter from the Asst. Solicitor General addressed to Justice F.-X. Choquet, of the Peace Office, anent the organizing of a Court for young offenders.

(c) From the City clerk suggesting certain amendments to the City Charter, especially to articles 337 and 338 so as to enable the Council in certain cases of urgency to recommend a project involving an expenditure of money, subject to the approval of the Commissioners, in order to prevent illegalities.

Referred to the Chief City Attorney to prepare a draft of amendments to articles 337 and 338 of the City Charter, so as to extend the powers conferred upon the Council by the said articles.

6.—Submitted a communication from Messrs. Laurendeau, Pelletier & Pelletier, attorneys, anent the tax imposed on vaults and cisterns.

Referred to the Chief City Attorney for a report.

7.—Submitted a communication from the Building Inspector, suggesting that the law be amended so as to enable the Council to join to the department of Building inspection a department of Architects.

Referred to the Chief City Attorney to ascertain whether the City has not already the power of doing so, according to its Charter.

8.—Submitted a communication from Dr. J. J. McCarrey, Chief of the Food inspection department, anent Amendments to the City Charter.

Laid on the table.

9.—Submitted the following notices of motions which were referred to this Committee by Council:

(a) From Ald. Tétreau, to amend article 163 of the Charter.

(b) From Ald. Tétreau, to modify articles 5 and 7 of the Charter, concerning the division of wards.

Laid on the table.

(c) From Ald. Leclair, to amend articles 48 and others of the Charter, so as to grant the right of voting to rate-payers even if they have not paid their taxes within the delay fixed by the present law.

Resolved: That instructions be given to the Chief City Attorney to enclose in the bill an amendment to that effect.

(d) From Ald. Tétreau, to amend articles 25 and 29 of the Charter, in view of abolishing the real estate qualification for the office of Mayor and Aldermen, subject to a referendum.

Laid on the table, the said suggestion having already been rejected by the Committee.

(e) From Ald. Tétreau, to modify article 14 of the City Charter, so as to prohibit the opening of electoral committees and the canvassing of electors, and to allow the City to open offices of information in each ward and to send to each elector a card showing where to vote.

Ald Tétreau

Moved: That an amendment in that sense be included in the City's bill.

Moved in amendment by Ald. Dandurand,

That it is not advisable, for the present, to adopt such an amendment, for it would be necessary to modify completely the electoral law.

La Commission se partage:

Pour: Dandurand, Brodeur, O'Connell et L.A. Lapointe

4.

Contre: Tétreau et Dubeau—2.

Ainsi il est adopté et

Résolu: En conséquence.

10.—Soumise une communication de l'Association des Manufacturiers Canadiens demandant que l'article suivant soit ajouté après l'article 44, de la loi 62 Victoria, chap. 58.

"44a. Les compagnies ou corporations à fonds social pourront aussi être insrites sur la liste des électeurs et voter au nom et par l'entremise de leur président ou de leur gérant dûment autorisé à cet effet par une résolution dont copie devra être produite chez le Greffier de la Cité le ou avant le premier décembre de chaque année, et elles peuvent exercer ce droit dans tous les quartiers où elles paient des taxes."

Résolu: D'inclure cet amendement dans le bill. (M. l'échevin Tétreau dissident).

11.—M. l'échevin Resther se présente devant la Commission et demande que la Ville s'adresse à la Législature pour obtenir l'autorisation d'exproprier le perron de l'église des Jésuites, rue Bleury, ainsi que l'immeuble de MM. P.-A. Grothé & Cie, rue Arcade, afin d'ouvrir cette rue entre l'Avenue des Pins et la rue Cuthbert.

Résolu: De demander à l'inspecteur de la Cité de préparer et de soumettre à cette Commission, un plan de ces expropriations aussi qu'un rapport démontrant le coût et la nécessité de ces améliorations.

12.—L'Hon. M. P. E. Leblanc se présente aussi devant la Commission et demande que les lots portant les Nos de calastre 475 à 481, de la paroisse du Sault-au-Récollet, annexés à la Cité de Montréal, par la loi 8 Edouard VII, chap. 85, art. 1, soient évalués comme terrains en culture à \$50 l'arpent, depuis la date de l'annexion desdits lots à la Cité.

Résolu: De demander un rapport aux Estimateurs de la Cité au sujet de cette demande.

La Commission procède alors à l'étude des amendements projetés à la Charte de la Cité.

1.—L'article 7d, tel qu'ajouté par 7 Edouard VII, chap. 63, art. 4, est abrogé et remplacé par le suivant:

"7d. Toutes les procédures concernant l'annexion à la Cité des municipalités de Villera, de Saint-Henri, de Sainte-Cunégonde, de partie de la municipalité de Rosemont et de partie des paroisses de Saint-Laurent et du Sault-au-Récollet, et relatives aux élections qui ont eu lieu dans ces municipalités, sont déclarées valides et légales à toutes fins que de droit, et les jugements qui ont été rendus par les Cours de recorder desdites municipalités continuant d'être en vigueur et pouvant être exécutés par les officiers de la Cour du Recorder de la Cité."

2.—L'article 21b de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, est abrogé et remplacé par le suivant:

"21b. La mise en nomination et l'élection de ces Commissaires se fait le même jour et de la même manière que celle du maire. Il en sera de même pour la contestation de l'élection. Cependant la qualification foncière ne sera pas requise, mais chaque candidat devra faire un dépôt de \$200 lequel dépôt sera confisqué si ledit candidat n'obtient pas au moins la moitié du nombre de voix donné en faveur du candidat élu dont la majorité est la moins considérable."

3.—L'article 21d de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, est abrogé et remplacé par le suivant:

"21d. Tout électeur habile à voter à l'élection des commissaires et qui désire voter, doit enregistrer son vote au bureau de votation de l'arrondissement où il a son domicile. Et tout électeur dans le cas où il n'a pas de domicile connu dans la Cité pourra enregistrer son vote à aucun endroit où il a le cens électoral requis, tel qu'indiqué sur la liste électorale par le président du Bureau des Estimateurs."

4.—L'article 21f de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, est abrogé et remplacé par le suivant:

"21f. Nul n'est éligible à la charge de Commissaire, à moins qu'il ne soit électeur et qu'il n'ait résidé dans la Cité durant tout le cours de l'année précédant immédiatement la mise en nomination."

5.—L'article 21g de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, est abrogé et remplacé par le suivant:

"21g. Avant de prendre possession de la charge de Com-

The said amendment being put, the Committee divided:
Yeas: Dandurand, Brodeur, O'Connell and L. A. Lapointe—4.

Nays: Tétreau et Dubeau—2.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

10.—Submitted a communication from the Association of Canadian Manufacturers asking that the following article be added after article 44 of the Act 62 Victoria, Chap. 58.

"44a. Joint stock companies or corporations may also be entered on the voters list and vote in the name and through their president or manager, duly authorized to that effect by a resolution, copy of which shall be deposited with the City Clerk on or before the 1st December each year, and they may exercise such right in all the wards where they pay taxes."

Resolved: That the said amendment be enclosed in the bill. (Ald. Tétreau dissenting).

11.—Ald. Resther appeared before the Committee and asked that the City apply to the Legislature for authority to expropriate the stoop of the Jesuits' Church, Bleury street, and the property owned by Messrs. F. A. Grothé & Co., Arcade street, in order to open the said street between Pine Avenue and Cuthbert street.

Resolved: That the City Surveyor be requested to prepare and submit to this Committee a plan of said expropriations and a report showing the cost and necessity of said improvements.

12.—Honorable P. E. Leblanc also appeared before the Committee and asked that lots bearing cadastral Nos. 475 to 481 of the parish of Sault-au-Récollet, annexed to the City of Montreal by act 8 Edward VII, Chap. 85, art. 1, be assessed as cultivated lands at \$50 an arpent since the date of the annexation of said lots to the City.

Resolved: That the City Assessors be requested to report in this connection.

The Committee then proceeded to consider the proposed amendments to the City charter.

1.—Article 7d, as added by 7 Edward VII, chap. 63, art. 4, is repealed and the following substituted therefor:

"7d. All the proceedings concerning the annexation to the City of the municipalities of Villera, St. Henry, Ste. Cunégonde, part of the municipality of Rosemont and parts of the parishes of St. Laurent and of Sault-au-Récollet, and in connection with the elections which were recently held in such municipalities, are hereby declared valid and legal to all intents and purposes, and the judgments rendered by the Recorder's Courts of such municipalities shall remain in force and may be executed by the officers of the Recorder's Court of the City."

2.—Article 21b of 9 Edward VII, chap. 82, is repealed and replaced by the following:

"21b. The nomination and the election of such commissioners shall take place on the same day and in the same manner as that of the Mayor. The proceedings for the contestation of the election shall also be the same. No property qualification shall, however, be required, but each candidate shall make a deposit of \$200 which shall be forfeited in the event of the said candidate not obtaining at least one half of the number of votes given in favor of the candidate elected whose majority is the lowest."

3.—Art. 21d of the Act 9 Ed. VII, ch. 82, is repealed and the following substituted therefor:

"Every elector qualified to vote at the election of Commissioners and who wishes to vote, must record his vote at the poll of the district in which his domicile is situated. And any elector who has no known domicile in the City may record his vote at any place where he has the qualification required, as indicated on the voter's list by the Chairman of the Board of Assessors."

4.—Art. 21f. of the Act 9 Ed. VII, chap. 82, is repealed and replaced by the following:

"21f. Nobody shall be eligible for the office of Commissioner unless he is an elector and has resided in the City during the whole year immediately preceding the nomination."

5.—Art. 21g of the Act 9 Ed. VII, ch. 82, is repealed and replaced by the following:

"21g. Before assuming the office of Commissioner, every

missaire tout candidat élu doit prêter serment entre les mains du Greffier de la Cité, suivant la formule de la Charte."

6.—L'article 21 i de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, est abrogé et remplacé par le suivant:

"21 i. Les membres du Bureau des Commissaires, à l'exception du Maire, sont élus pour une période de 4 ans; cependant deux des quatre premiers commissaires élus, qui seront désignés au sort, sortiront de charge à la fin de la deuxième année, et deux autres Commissaires seront élus à leur place pour une période de 4 ans. Les Commissaires qui sortiront ainsi de charge seront rééligibles. Cet amendement entrera en vigueur à la prochaine élection des Commissaires en février 1914."

7.—L'article 21 j de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, est abrogé et remplacé par le suivant:

"21 j. Le Maire est, *ex-officio*, le président du Bureau des Commissaires, et, dans le cas d'absence, le bureau élit un de ses membres pour présider ses assemblées. Trois Commissaires forment le quorum et chacun des Commissaires a un vote. Les rapports au Conseil sont signés par au moins trois des membres du bureau."

8.—L'article 21 k de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, est amendé en retranchant les mots "eight days" dans la version anglaise, et en les remplaçant par les mots "ten days" de manière à faire concorder ladite version anglaise avec la version française.

9.—Les sous-sections 3, 4 et 5 de l'article 21 l de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, sont abrogées et remplacées par les suivantes:

"3.—Il appartient au Conseil d'octroyer les franchises, privilèges, par règlements, contrats, ou résolutions, suivant le cas, de faire l'émission de débentures, et de faire les emprunts; mais il est du devoir des Commissaires de faire préparer tous les autres projets de contrats ainsi que les plans et devis nécessaires en rapport avec ces projets de contrats de demandes et recevoir toutes les soumissions nécessaires à cette fin, et d'en faire rapport au Conseil pour approbation suivant la loi. Ces soumissions doivent être demandées par annonces publiques dans les journaux. Il est loisible aux Commissaires d'acheter le matériel, les fournitures, machines, outillage, chevaux, voitures, et autres objets de nécessité urgente pourvu que le coût n'exécède pas dans chaque cas la somme de \$1,500."

"4.—Les formalités se rattachant à telles soumissions seront déterminées par le dit Bureau des Commissaires, mais un délai d'au moins huit jours devra être donné entre la date de la publication dans les journaux de l'annonce demandant des soumissions, et la date fixée pour la réception desdites soumissions."

"5.—Les soumissions doivent, dans tous les cas, être adressées au Bureau des Commissaires, et être ouvertes par ledit Bureau siégeant en assemblée, au temps et à l'endroit spécifiés dans l'avis par lequel telles soumissions ont été demandées, et non auparavant."

10.—L'article 21 m de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, est abrogé et remplacé par le suivant:

"21 m. Il est du devoir des Commissaires de faire un rapport annuel au Conseil de leur gestion et aussi souvent que le Conseil l'exige."

Adjournement.

JULES CREPEAU,
Secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée spéciale du 14 mars.

Son Honneur le Maire, l'honorable J.-J.-E. Guerin, occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot.

Sont aussi présents: MM. J. Ainey, L.-N. Dupuis, E.-P. Lachapelle et F.-L. Wanklyn, Commissaires.

Le procès-verbal de la dernière assemblée est lu et approuvé.

candidate *elected* shall take oath before the City Clerk according to form 1 of the Charter."

6.—Art. 21 i of the Act 9 Ed. VII, ch. 82, is repealed and the following substituted therefor:

"21 i. The members of the Board of Commissioners, with the exception of the Mayor, are elected for four years; nevertheless, two of the first four Commissioners elected, who shall be designated by lot shall go out of office at the end of the second year and two other Commissioners shall be elected in their stead for a period of 4 years. The Commissioners who thus go out of office shall be re-eligible. This amendment shall come into force at the next election of Commissioners in February 1914."

7.—Art. 21 j of the Act 9 Ed. VII, ch. 82, is repealed and replaced by the following:

"21 j. The Mayor shall *ex-officio* be the Chairman of the Board of Commissioners and, in the event of his absence, the Board shall elect one of their members to preside at their meetings. Three of the Commissioners shall form a quorum, and each Commissioner shall have a vote. The reports to Council are signed by at least 3 members of the Board."

8.—Art. 21 k of the Act 9 Ed. VII, ch. 82, is amended by striking out the words "eight days", in the English version, and substituting therefor the words "ten days", so as to make the said English version agree with the French version.

9.—Sub-sections 3, 4 and 5 of Art. 21 l of the Act 9 Ed. VII, ch. 82, are repealed and replaced by the following:

"3. It shall devolve upon the Council to grant by law, contract or resolution, as the case may be, franchises or privileges, to issue debentures and to make loans, but it shall be the duty of Commissioners to have all other drafts of contracts prepared as well as the plans and specifications required in connection with such drafts of contracts; to call for and receive all the tenders which may be necessary and to report thereon to the Council for approval of the same, according to law. Such tender shall be called for by public advertisements in the newspapers. It shall be lawful for the Commissioners to purchase the materials, supplies, machinery, implements, horses, vehicles and other articles urgently required, provided the cost does not exceed, in each case, the sum of \$1,500.00."

"4. The formalities in connection with such tenders shall be determined by the said Board of Commissioners, but a delay of at least 8 days shall be given between the date of the publication, in the newspapers, of the advertisement calling for tenders and date fixed for the reception of said tenders."

"5. The tenders shall, in all cases, be addressed to the Board of Commissioners and shall be opened by the said Board sitting at a meeting at the time and place specified in the notice calling for such tenders, and not before."

10.—Art. 21 m of the Act 9 Ed. VII, ch. 82, is repealed and replaced by the following:

"21 m. It shall be the duty of the Commissioners to report annually to the Council on their management and as often as the Council may require."

Adjourned.

JULES CREPEAU,
Secretary.

CITY COUNCIL

Report of meeting held the 14th March.

His Worship the Mayor, Hon. J. J. Guerin, Esq., in the chair.

Present: Ald. L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot.

Were also present Messrs. J. Ainey, L. N. Dupuis, P. E. Lachapelle and F. L. Wanklyn, Commissioners.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

M. l'échevin Carter attire l'attention du Conseil sur le fait qu'un malentendu a eu lieu à la dernière assemblée au sujet de la nomination d'une Commission spéciale chargée de faire une enquête sur les accusations portées contre le constable Pelletier, et il désire que Son Honneur le Maire dise exactement quels sont les membres de cette Commission.

Sur ce, Son Honneur le Maire déclare que les membres de ladite Commission sont les suivants: MM. les échevins Boyd, Mayrand, Resther, Brodeur, Ward, Carter et Prud'homme.

REQUETES, ETC.

1.—De contribuables de la rue Chaussée, en faveur de l'établissement d'une certaine buanderie.

2.—De l'Association des Manufacturiers Canadiens, demandant l'installation d'un service d'eau à haute pression.

3.—De la Montreal Light, Heat & Power Co., transmettant son compte d'éclairage des rues pour février.

4.—Du Conseil National Central des Métiers et du Travail, demandant une souscription pour la Fête du Travail.

5.—Des révérendes Soeurs du Bon Pasteur, demandant que soit augmenté le chiffre de leur subvention.

6.—De M. P.-E. Alarie, demandant la permission de construire une écurie dans le quartier Saint-Denis.

7.—De M. Armand Brunet, pour vendre du bois de corde.

8.—De contribuables, demandant que soit posée une maîtresse conduite dans la rue Christophe Colomb.

9.—De la Chambre de Commerce, faisant certaines suggestions aux autorités municipales.

Renvoyées au Bureau des Commissaires.

10.—Des Commissaires du Port, demandant de procéder à l'élargissement de la rampe de l'avenue Papineau.

Ordre est donné de déposer cette lettre sur le bureau.

11.—De l'Association des Citoyens, au sujet de l'annexion de certaines municipalités.

12.—De contribuables, demandant l'ouverture des rues homologuées dans le quartier DeLorimier.

Renvoyées à la Commission Spéciale de Législation.

13.—Du Conseil National Central des Métiers et du Travail, invitant les membres du Conseil à assister à une assemblée publique le 15 du courant.

Ordonné: Que ladite invitation soit acceptée avec plaisir.

14.—Du constable Pelletier, demandant que l'on procède à l'enquête sur les accusations portées contre lui.

Renvoyée à la Commission Spéciale chargée de faire cette enquête.

15.—Du greffier de la Ville, concernant la refonte des Règles du Conseil, etc.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin DANDURAND, il est

Résolu: Que conformément à la suggestion du greffier de la Ville, les projets de refonte des Règles du Conseil et des règlements soient renvoyés à la Commission Spéciale de Législation.

16.—M. l'échevin Dubeau, appuyé par M. l'échevin Clément, soumet une motion concernant la préférence à donner à certains employés du service de la Voirie, laquelle est

Renvoyée au Bureau des Commissaires.

17.—M. l'échevin Prud'homme, appuyé par M. l'échevin Dandurand, présente une motion concernant l'établissement d'un boulevard dans la partie Est de la Ville, laquelle est renvoyée à la Commission Spéciale de Législation pour examen et rapport.

18.—M. l'échevin Garceau, appuyé par M. l'échevin Dandurand, présente une motion au sujet de la ligne de tramways de la rue Davidson, laquelle est renvoyée à la Commission de Législation pour examen et rapport.

19.—Avec la permission du Conseil, est soumise une communication du trésorier de la Ville, qui recommande de mettre sur le marché un emprunt de £1,000,000, ladite communication ayant été présentée le 7 mars courant et déposée sur le bureau, et

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin BRODEUR, il est

Résolu: Que la communication du trésorier de la Ville, en date du 4 mars 1910, au sujet des emprunts, laquelle a

Ald. Carter drew the attention of the Council to the fact that a misunderstanding had occurred at the last meeting in connection with the appointment of the Special Committee to investigate the charges against Constable Pelletier and wished His Worship the Mayor to determine exactly who the members of this Committee were.

His Worship the Mayor thereupon announced that the members of said Committee were the following Aldermen, viz: Ald. Boyd, Mayrand, Resther, Brodeur, Ward, Carter and Prud'homme.

RECEIVING PETITIONS, ETC.

1.—From ratepayers, Chaussée street, in favor of the establishment of a certain laundry.

2.—From Canadian Manufacturers' Association, asking that a high pressure service be established.

3.—From Montreal Light, Heat & Power Co. transmitting their account for February for street lighting.

4.—From National Central Trades & Labor Council, asking for a subscription for Labor Day.

5.—From Revd. Sisters of Good Shepherd, asking for an increase in their allowance.

6.—From P. E. Alarie, for leave to erect a stable in St. Denis ward.

7.—From Armand Brunet, for leave to sell cord-wood.

8.—From ratepayers, asking that a water main be laid in Christophe Colomb street.

9.—From Chambre de Commerce, offering certain suggestions to the municipal authorities.

Referred to the Board of Commissioners.

10.—From Harbour Commissioners, asking that the widening of Papineau avenue ramp be proceeded with.

Ordered to lay on the table.

11.—From Citizens' Association anent the annexation of certain municipalities.

12.—From ratepayers, asking that homologated streets be opened in DeLorimier ward.

Referred to Special Committee on Legislation.

13.—From National Central Trades and Labor Council, inviting the members of the Council to attend a public meeting on the 15th inst.

Ordered: That said invitation be accepted with pleasure.

14.—From Constable Pelletier, asking that the investigation into the charges laid against him be proceeded with.

Referred to the Special Committee to investigate said charges.

15.—From City Clerk, concerning the re-drafting of the Rules of Council, etc.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. DANDURAND, it was

Resolved: That, in compliance with the suggestion of the City Clerk, the drafts of Rules of Council and of the consolidation of the by-laws be referred to the Special Committee on Legislation.

16.—Ald. Dubeau, seconded by Ald. Clément, offered a motion concerning the preference to be given to certain employees of the Road Department, which said motion was referred to the Board of Commissioners.

17.—Ald. Prud'homme, seconded by Ald. Dandurand, offered a motion concerning the establishment of a boulevard in the Eastern part of the City, which was referred to the Special Committee on Legislation for examination and report.

18.—Ald. Garceau, seconded by Ald. Dandurand, offered a motion concerning the street car line on Davidson street, which was referred to the Legislation Committee for examination and report.

19.—With the permission of the Council, a communication from the City treasurer recommending that a £1,000,000 loan be placed on the market, was taken up, said communication having been presented to Council on the 7th March inst. and laid on the table, and,

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BRODEUR, it was

Resolved: That the communication from the City treasurer under date of 4th March 1910, in connection with

été soumise au Conseil le 7 mars 1910 et déposée sur le bureau, soit maintenant renvoyée à la Commission de Législation pour étude et rapport, avec autorisation de conférer à ce sujet avec les membres du Bureau des Commissaires.

ACTES.

20.—Quittance de la Cité de Montréal à M. Domina Cusson.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LETOURNEAU, il est

Résolu: Que ledit acte soit approuvé et que Son Honneur le Maire et le greffier de la Cité soient autorisés à le signer au nom de la Ville.

21.—Arrangement supplémentaire entre la Cité et la Compagnie du Pacifique Canadien.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin BOYD, il est

Résolu: Que ce projet d'arrangement soit renvoyé à la Commission de Législation pour examen et rapport.

INTERPELLATIONS DES ECHEVINS.

22.—Certaines questions sont posées au Bureau des Commissaires par les échevins dont les noms suivent: MM. Ward, Carter, Dubeau, Tétreau et Létourneau, avec prière d'y répondre le plus tôt possible.

RAPPORTS.

23.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de régler certains mémoires de frais dûs à MM. Bisailons et Brossard.

24.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit de \$3,000 *re* amendements à la charte.

25.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$3,931.76 pour régler certains comptes *re* élections municipales.

26.—Du Bureau des Commissaires, pour payer un montant de \$250 à Dame Elizabeth-A. Martin.

27.—Du Bureau des Commissaires, au sujet du protêt des propriétaires d'immeubles des rues Plessis et autres.

28.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à M. Chas. Mayer de vendre du bois de corde.

29.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à M. F.-E. Ballow d'installer une machine à vapeur.

30.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à MM. Hall Bros, de vendre du bois de corde.

31.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$500 pour installer deux reverbères en face de la résidence de Son Honneur le Maire.

32.—Du Bureau des Commissaires, *re* privilège de construire une estrade sur la Ferme Fletcher en rapport avec le prochain Congrès Eucharistique.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin DANDURAND, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

33.—Du Bureau des Commissaires, au sujet du barrage projeté des Rapides du Lang Sault.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et renvoyé à la Commission Spéciale de Législation pour rapport dans le plus court délai possible.

34.—Du Bureau des Commissaires, recommandant de procéder à l'expropriation de l'avenue Papineau (ci-devant rue Monarque).

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin GAUVIN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et renvoyé à la Commission Spéciale de Législation pour examen et rapport.

35.—Du Bureau des Commissaires, recommandant que soit amendé le règlement No 302 concernant les Marchés.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LAMOUREUX, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et renvoyé à la Commission Spéciale de Législation pour examen et rapport.

36.—Du Bureau des Commissaires, faisant certaines recommandations au sujet des employés du service des Incendies et de l'Éclairage.

loans, which was submitted to Council on the 7th March 1910 and laid on the table, be now referred to the Legislation Committee for examination and report, with authorization to confer in this connection with the members of the Board of Commissioners.

DEEDS.

20.—Acquittance by the City of Montreal to Mr. Domina Cusson.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LETOURNEAU, it was

Resolved: That said deed be approved of and that His Worship the Mayor and the City Clerk be authorized to sign the same on behalf of the City.

21.—Supplementary agreement between the City and the Canadian Pacific Ry. Co.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BOYD, it was

Resolved: That said draft of agreement be referred to the Special Committee on Legislation for examination and report.

QUESTIONS PUT BY ALDERMEN.

22.—Certain questions were put to the Board of Commissioners by the following Aldermen, viz: Messrs. Ward, Carter, Dubeau, Tétreau and Létourneau, with a request that replies be given as soon as possible.

REPORTS.

23.—From Board of Commissioners, to settle certain law costs due to Messrs. Bisailon & Brossard.

24.—From Board of Commissioners, to appropriate a sum of \$3,000 *re* amendments to the Charter.

25.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$3,931.76 to settle certain accounts *re* civic elections.

26.—From Board of Commissioners, to pay a sum of \$250 to Dame Elizabeth A. Martin.

27.—From Board of Commissioners, concerning the protest of real estate owners on Plessis and other streets.

28.—From Board of Commissioners, to allow Chas. Mayer to sell cordwood.

29.—From Board of Commissioners, to allow F. E. Ballow to erect a steam engine.

30.—From Board of Commissioners, to allow Hall Bros. to sell cordwood.

31.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$500 to install two lamps opposite the residence of His Worship the Mayor.

32.—From Board of Commissioners, *re* privilege of constructing a stand on Fletcher's Field in connection with the coming Eucharistic Congress.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. DANDURAND, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

33.—From Board of Commissioners, anent the scheme to dam the Long-Sault Rapids.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be received and referred to the Special Committee on Legislation for report within the shortest possible delay.

34.—From Board of Commissioners, recommending that the expropriation of Papineau avenue (formerly Monarque street) be proceeded with.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. GAUVIN, it was

Resolved: That said report be received and referred to the Special Committee on Legislation for examination and report.

35.—From Board of Commissioners, recommending that By-law No. 302 concerning markets be amended.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAMOUREUX, it was

Resolved: That said report be received and referred to the Special Committee on Legislation for examination and report.

36.—From Board of Commissioners, offering certain recommendations concerning the employees of the Fire & Ligh Department.

M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin DANDURAND.

Propose: Que ledit rapport soit reçu et adopté, pourvu toutefois que le rapport du Chef du département des Incendies auquel il est fait allusion dans ledit rapport, soit signé par celui-ci.

M. l'échevin TETREAU, appuyé par M. l'échevin MAYRAND, propose en

Amendement: Que ledit rapport soit renvoyé à une Commission Spéciale composée de MM. les échevins Leclaire, Clément, Boyd, Mayrand, et du proposeur, pour examen et rapport pour la prochaine assemblée du Conseil.

Et un débat s'engageant,

M. l'échevin TURCOT, appuyé par M. l'échevin DUBEAU, propose en

Sous-amendement: Que ledit rapport soit renvoyé de nouveau au Bureau des Commissaires.

Ledit sous-amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Dubeau, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand et Turcot—6.

Contre: L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Brodeur, Garceau et Monahan—16.

Ledit sous-amendement est ainsi négativé.

L'amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Dubeau, Tétreau, Clément, Létourneau, et Mayrand—5.

Contre: L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Garceau, Monahan et Turcot—17.

Ledit amendement est ainsi négativé.

La proposition principale étant mise aux voix, elle est adoptée, et il est

Résolu: En conséquence.

37.—Du Bureau des Commissaires, répondant à certaines questions posées par les membres du Conseil.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin BRODEUR, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et déposé sur le bureau.

38.—Du Bureau des Commissaires, recommandant d'adopter un règlement concernant le poids du pain.

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et renvoyé à la Commission Spéciale de Législation, avec prière d'étudier la question et de présenter au Conseil un rapport sur l'opportunité d'adopter un tel règlement.

39.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'accepter une certaine offre faite par M. A. Champagne.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin BRODEUR, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté, pourvu toutefois, que les opinions du Département en Loi auxquelles on réfère dans ledit rapport, soient signées par le chef du Département en Loi.

40.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à la "Canadian May Oatway Co.", d'installer certains appareils.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin DANDURAND, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté, et que Son Honneur le Maire et le greffier de la Cité soient autorisés à signer un contrat notarié à ce sujet au nom de la Ville.

41.—Du Bureau des Commissaires, pour payer à M. J.-A. Godin, architecte, un montant de \$223.13 *re* Poste de Police No 13.

42.—Du Bureau des Commissaires, pour payer un montant de \$8,983.43 à MM. F. & O. Proulx, *re* Poste de Police No 13.

Délibération remise à la demande de M. l'échevin Ward.

43.—De la Commission Spéciale de Législation, soumettant certains amendements à la Charte de la Cité.

M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL,

Ald. L. A. LAPOINTE moved, seconded by Ald. DANDURAND,

That said report be received and adopted, conditionally however, that the report of the Chief of the Fire Department mentioned therein be duly signed by said official.

Moved in amendment by Ald. TETREAU, seconded by Ald. MAYRAND,

That said report be referred to a special Committee composed of Ald. Leclaire, Clément, Boyd, Mayrand and the mover for examination and report at the next meeting of the Council.

And a debate arising,

Moved in sub-amendment by Ald. TURCOT, seconded by Ald. DUBEAU,

That said report be referred back to the Board of Commissioners.

Said sub-amendment being put, the Council divided thereon:

Yeas: Dubeau, Tétreau, Clément, Létourneau Mayrand, Turcot—6.

Nays: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Garceau, Monahan—16.

So it passed in the negative.

The vote being taken on the amendment, the Council divided:

Yeas: Dubeau, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand—5.

Nays: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Garceau, Monahan, Turcot—17.

So it passed in the negative.

The vote being taken on the main motion, it was carried and

Resolved: Accordingly.

37.—From Board of Commissioners, replying to certain questions put by members of the Council.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BRODEUR, it was

Resolved: That said report be received and laid on the table.

38.—From Board of Commissioners, recommending that a by-law be adopted concerning the weight of bread.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. CLEMENT, it was

Resolved: That said report be received and referred to the Special Committee on Legislation with instructions to consider the recommendation therein made and to report to Council on the advisability of adopting a by-law as recommended.

39.—From Board of Commissioners, to accept a certain offer made by Mr. A. Champagne.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BRODEUR, it was

Resolved: That said report be received and adopted, conditionally, however, that the opinions of the Law Department referred to therein be signed by the Chief of the Law Department.

40.—From Board of Commissioners, to allow the Canadian May Oatway Co. to install certain apparatus.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. DANDURAND, it was

Resolved: That said report be received and adopted and that His Worship the Mayor and the City Clerk be authorized to sign the notarial agreement in this connection on behalf of the City.

41.—From Board of Commissioners, to pay a sum of \$223.13 to Mr. J. A. Godin, architect, *re* No. 13 Police Station.

42.—From Board of Commissioners, to pay a sum of \$8,983.43 to Messrs. F. & O. Proulx *re* No. 13 Police Station.

Consideration deferred, at the request of Ald. Ward.

43.—From Special Committee on Legislation, offering certain amendments to the City Charter.

Ald. L. A. LAPOINTE moved, seconded by Ald. O'CONNELL,

Propose: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

Et un débat s'engageant,

Sur proposition de M. l'échevin TETREAU, appuyé par M. l'échevin MAYRAND, il est

Résolu: Que le Conseil procède à l'étude desdits projets d'amendements à la Charte, clause par clause.

Sur ce, le Conseil procède à l'étude desdits amendements à la Charte, clause par clause, et

La section 1 étant lue, elle est agréée.

La section 2 étant lue et le Maire ayant demandé si elle est agréée,

M. l'échevin TETREAU, appuyé par M. l'échevin MAYRAND, propose en

Amendement: Que l'article 21b soit amendé en ajoutant après le mot "Maire", dans la 3^{ème} ligne, les mots "et des échevins"; en ajoutant après le mot "requis", les mots "pour être Commissaire ou Echevin"; et en ajoutant à la ligne 5^{ème}, après le mot "Candidat", les mots "à la charge de Commissaire", de façon à ce que le paragraphe se lise comme suit:

"La mise en nomination et l'élection de ces Commissaires se fait le même jour et de la même manière que celle du Maire et des Echevins. Il en sera ainsi pour la contestation de l'élection. Cependant, la qualification foncière ne sera pas requise pour être Commissaire, Maire ou Echevin.

"Chaque candidat à la charge de Commissaire devra faire un dépôt de \$200, lequel dépôt sera confisqué si ledit candidat n'obtient pas au moins la moitié du nombre de voix données en faveur du candidat élu, dont la majorité est la moins considérable" et que, ainsi amendé, le paragraphe 21b soit adopté.

Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Leclaire, Prud'homme, Gauvin, Dubeau, Garceau, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand et Turcot—10.

Contre: L.-A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Carter, Lamoureux, Resther, Dandurand, Boyd, Roux, Brodeur et Monahan—12.

Ledit amendement est ainsi négatif.

Ladite section telle que rédigée est agréée.

Les sections 3, 4 et 5 étant lues et le Maire ayant demandé si elles sont agréées, elles sont agréées. (M. l'échevin Ward dissident quant à la section 4).

La section 6 étant lue,

M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL,

Propose: Que ladite section soit agréée.

M. l'échevin DANDURAND, appuyé par M. l'échevin RESTHER, propose en

Amendement: Que l'article 21i de la Loi 9, Edouard VII, chap. 82, soit remplacé par le suivant:

"21i. Les membres du Bureau des Commissaires, à l'exception du Maire, seront élus pour quatre ans."

Et un débat s'engageant,

Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Ward, Carter, Resther, Dandurand, Boyd, Monahan et Clément—7.

Contre: L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Lamoureux, Prud'homme, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Tétreau, Létourneau, Mayrand et Turcot—15.

Ledit amendement est négatif.

La proposition principale étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Lamoureux, Prud'homme, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Tétreau, Létourneau, Mayrand et Turcot—14.

Contre: Ward, Carter, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Monahan et Clément—8.

Ladite proposition est ainsi adoptée, et il est

Résolu: En conséquence.

Les sections 7, 8, 9 et 10 étant lues et le Maire ayant demandé si elles sont agréées, elles sont agréées.

La section 11 étant lue,

M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL,

That said report be received and adopted.

And, a debate arising,

On motion of Ald. TETREAU, seconded by Ald. MAYRAND, it was

Resolved: That the Council proceed to consider said proposed amendments to the Charter, clause by clause.

The Council thereupon proceeded to consider said amendments to the Charter, clause by clause, and

Section 1 being read, the same was agreed to.

Section 2 being read and the question of concurrence put thereon,

Ald. TETREAU moved in amendment, seconded by Ald. MAYRAND,

That article 21b be amended by adding after the word "Mayor" in the 3rd line, the words "and Aldermen"; by adding after the word "required", the words "to be elected Commissioner or Alderman"; and by adding, in the 6th line, after the word "candidate", the words "for the office of Commissioner", so that the paragraph may read as follows:

"The nomination and the election of such Commissioners shall take place on the same day and in the same manner as that of the Mayor and Aldermen. The proceedings for the contestation of the election shall also be the same. No property qualification shall, however, be required to be elected Commissioner, Mayor or Alderman.

"Each candidate for the office of Commissioner shall make a deposit of \$200, which shall be forfeited in the event of the said candidate not obtaining at least one half of the number of votes given in favor of the candidate elected whose majority is the lowest", and that, so amended, paragraph 21b be agreed to.

Said amendment being put, the Council divided:

Yeas: Leclaire, Prud'homme, Gauvin, Dubeau, Garceau, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot—10.

Nays: L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Carter, Lamoureux, Resther, Dandurand, Boyd, Roux, Brodeur, Monahan—12.

So it passed in the negative.

Said section as drafted was agreed to.

Sections 3, 4 and 5 being read and the question of concurrence put thereon, the same were agreed to (Ald. Ward dissenting as to section 4).

Section 6 being read,

Ald. L. A. LAPOINTE moved, seconded by Ald. O'CONNELL,

That said section be agreed to.

Moved in amendment by Ald. DANDURAND, seconded by Ald. RESTHER,

That Art. 21 i of the Act 9, Edward VII, chap. 82, be replaced by the following:

"21 i. The members of the Board of Commissioners, with the exception of the Mayor, shall be elected for four years".

And a debate arising,

The vote being taken on said amendment, the Council divided:

Yeas: Ward, Carter, Resther, Dandurand, Boyd, Monahan, Clément—7.

Nays: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Lamoureux, Prud'homme, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Turcot—15.

So it passed in the negative.

The vote being taken on the main motion, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Lamoureux, Prud'homme, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Turcot—14.

Nays: Ward, Carter, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Monahan, Clément—8.

So it was carried, and

Resolved: Accordingly.

Sections 7, 8, 9 and 10 being read and the question of concurrence put thereon, the same were agreed to.

Section 11 being read, Ald. L. A. LAPOINTE, moved, seconded by Ald. O'CONNELL,

Propose: Que ladite section soit agréée.

M. l'échevin TETREAU, appuyé par M. l'échevin MAYRAND, propose en

Amendement: Que le paragraphe 21q tel que rédigé dans les amendements, soit retranché et remplacé par le paragraphe 21q originaire, et qu'un nouveau paragraphe 21r soit ajouté, qui se lira comme suit:

"21r. Si un membre du Bureau des Commissaires man- que d'assister, pour toute raison que ce soit, aux séances du Bureau des Commissaires, durant trois mois consécu- tifs, il devient déchu par le fait même de son droit de siéger pour la balance de son terme d'office, et son rem- plaçant est élu comme susdit; mais si la maladie est la cause de son absence aux séances du Bureau des Commis- saires, durant trois mois consécutifs, le Commissaire dé- chu aura le droit au tiers de son traitement durant la bal- ance de son terme."

Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Lamoureux, Prud'homme, Roux, Tétreau, Létour- neau, Mayrand et Turcot—7.

Contre: L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Carter, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Bro- deur, Dubeau, Garceau, Monahan et Clément—15.

Ledit amendement est ainsi négativé.

La proposition principale étant mise aux voix, elle est adoptée, et il est

Résolu: En conséquence.

Les sections 12, 13 et 14 étant lues, et le Maire ayant demandé si elles sont agréées, elles sont agréées.

La section 15 étant lue,

M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL,

Propose: Que ladite section soit agréée.

M. l'échevin TETREAU, appuyé par M. l'échevin MAYRAND, propose en

Amendement: Que tout ce qui, dans ledit article 29, a trait à la qualification foncière pour la charge d'Echevin, soit biffé, et que, ainsi amendé, cet article soit adopté.

M. l'échevin Carter soulève un point d'ordre, alléguant que ledit amendement ne peut être soumis, attendu que la question a déjà été décidée par le Conseil à la présente assemblée.

Son Honneur le Maire décide que ledit point d'ordre est bien fondé et que ladite proposition telle que rédigé ne peut être prise en considération.

La proposition principale étant mise aux voix, elle est adoptée, et il est

Résolu: En conséquence.

La section 16 étant lue, et le Maire ayant demandé si elle est agréée,

M. l'échevin WARD, appuyé par M. l'échevin CARTER, propose en

Amendement: Que le salaire des Echevins soit fixé à \$600.

Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: O'Connell, Ward, Carter, Dandurand et Boyd—5.

Contre: L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, Lamou- reux, Prud'homme, Resther, Gauvin, Roux, Brodeur, Du- beau, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand et Turcot—17.

Ledit amendement est ainsi négativé.

Ladite section est alors agréée telle que rédigée.

Les sections 17, 18 et 19 étant lues et le Maire ayant demandé si elles sont agréées, elles sont agréées.

La section 20 étant lue, et le Maire ayant demandé si elle est agréée,

M. l'échevin TETREAU, appuyé par M. l'échevin MAYRAND, propose en

Amendement: Que ladite section soit biffée.

Son Honneur le Maire déclare que ledit amendement est hors d'ordre, et l'adoption de ladite section telle que rédigée étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Carter, Lamoureux, Resther, Dandurand, Boyd, Roux, Monahan, Clément et Létourneau—14.

That said section be agreed to.

Moved in amendment by Ald. TETREAU, seconded by Ald. MAYRAND,

That paragraph 21q as drafted in the amendments, be struck out and replaced by the original par. 21q, and that a new paragraph be added as follows:

"21r. If a member of the Board of Commissioners fails to attend, for any reason whatsoever, the meetings of the Board of Commissioners, during three consecutive months, he shall *ipso facto* be deprived of his right to sit for the balance of his term of office, and his substitute shall be elected as aforesaid; but if sickness is the cause of his absence from the meetings of the Board of Commissioners, during three consecutive months, the Commissioner who shall have been divested of his office shall be entitled to one third of his salary for the balance of his term".

Said amendment being put, the Council divided:

Yeas: Lamoureux, Prud'homme, Roux, Tétreau, Létour- neau, Mayrand, Turcot—7.

Nays: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Carter, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Bro- deur, Dubeau, Garceau, Monahan, Clément—15.

So it passed in the negative.

The main motion being put, it was carried and

Resolved: Accordingly.

Sections 12, 13 and 14 being read and the question of concurrence put thereon, the same were agreed to.

Section 15 being read,

Ald. L. A. LAPOINTE moved, seconded by Ald. O'CON- NELL,

That said section be agreed to.

Moved in amendment by Ald. TETREAU, seconded by Ald. MAYRAND,

That everything, in said article 29, concerning the pro- perty qualification for the office of Alderman be struck out, and that, so amended, said article be agreed to.

Ald. Carter raised a point of order contending that said amendment could not be put, inasmuch as the question referred to had already been decided by the Council at a previous stage of the meeting.

His Worship the Mayor ruled that said point of order was well taken, and that said motion could not be consid- ered as drafted.

The vote being taken on the main motion, it was carried and

Resolved: Accordingly.

Section 16 being read and the question of concurrence put thereon,

Ald. WARD moved in amendment, seconded by Ald. CARTER,

That the salary of the Aldermen be fixed at \$600.

Said amendment being put, the Council divided:

Yeas: O'Connell, Ward, Carter, Dandurand, Boyd—5.

Nays: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot—17.

So it passed in the negative.

Said section was then agreed to as drafted.

Sections 17, 18 and 19 being read and the question of concurrence put thereon, they were agreed to.

Section 20 being read and the question of concurrence put thereon, Ald. TETREAU moved in amendment, second- ed by Ald. Mayrand,

That said section be struck.

His Worship the Mayor declared said amendment out of order, and,

The vote being taken on the adoption of the section as drafted, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Carter, Lamoureux, Resther, Dandurand, Boyd, Roux, Monahan, Clément, Létourneau—14.

Contre: Prud'homme, Gauvin, Brodeur, Garceau, Tétreau, Mayrand et Turcot—7.

Ladite proposition est ainsi adoptée, et il est
Résolu: En conséquence.

Les sections 21, 22 et 23 étant lues, elles sont agréées. (MM. les échevins Ward, Carter et Boyd dissidents quant à la section 21).

La section 24 étant lue, et le Maire ayant demandé si elle est agréée,

M. l'échevin TETREAU, appuyé par M. l'échevin MAYRAND, propose en

Amendement: Que dans la 2ème ligne du 2ème paragraphe de l'article 125, le mot "huit" soit remplacé par le mot "neuf", et, dans la 3ème ligne, le mot "six" soit remplacé par le mot "sept", et que, ainsi amendé, l'article 125 soit adopté.

Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Leclair, Ward, Gauvin, Tétreau, Mayrand et Turcot—6.

Contre: L.-A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan et Clément—14.

Ledit amendement est ainsi négativé.

L'adoption de ladite section, telle que rédigée étant mise aux voix, elle est adoptée, et il est

Résolu: En conséquence.

Les sections 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36 et 37 étant lues, et le Maire ayant demandé si elles sont agréées, elles sont agréées.

La section 38 étant lue, et le Maire ayant demandé si elle est agréée,

M. l'échevin TETREAU, appuyé par M. l'échevin CLEMENT, propose en

Amendement: Que la sous-section 25 de l'article 27, telle que rédigée, soit amendée en ajoutant le paragraphe suivant:

"Le coût de cette amélioration sera payable comme suit: \$14,217.17, montant fixé approximativement par les estimateurs, sera payé par les propriétaires des immeubles situés sur les deux côtés de la rue Rivard, entre l'avenue Mont-Royal et la rue Lamoricière, et la balance du coût de l'amélioration sera payé par la Cité", et que, ainsi amendée, ladite section 25 soit agréée.

Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Prud'homme, Gauvin, Garceau, Tétreau, Clément, Mayrand et Turcot—7.

Contre: L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Ward, Carter, Lamoureux, Resther, Dandurand, Boyd, Roux, Brodeur, Dubeau, Monahan et Létourneau—15.

Ledit amendement est ainsi négativé.

Ladite section, telle que rédigée, est alors agréée.

Les sections 39, 40 et 41 étant lues, elles sont agréées.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport de la Commission Spéciale de Législation, tel que définitivement pris en considération par le Conseil, soit adopté.

44.—De la Commission Spéciale de Législation, recommandant que l'article 24 de la Charte soit amendé.

M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin DANDURAND,

Propose: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

M. l'échevin TETREAU, appuyé par M. l'échevin MAYRAND, propose en

Amendement: Que l'art. 24 de la charte soit amendé en remplaçant dans la 3ème ligne les mots \$4,000 par \$5,000.

Et que l'article 21o soit également modifié en remplaçant les mots qui dans la 4ème ligne viennent après le mot "piastres" par les mots suivants: "Le Maire recevra comme Commissaire, en sus de son traitement de \$5,000 comme Maire, un salaire que le Conseil fixera, mais qui ne devra pas être moindre de \$2,000 ni plus de \$5,000 par an."

Et un débat s'engageant, ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Leclair, Ward, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Boyd, Gauvin, Roux, Dubeau, Garceau, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot—15,

Nays: Prud'homme, Gauvin, Brodeur, Garceau, Tétreau, Mayrand, Turcot—7.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

Sections 21, 22 and 23 being read, the same were agreed to (Ald. Ward, Carter and Boyd dissenting as to section 21).

Section 24 being read, and the question of concurrence put thereon,

Ald. TETREAU moved in amendment, seconded by Ald. MAYRAND,

That the word "eight" be replaced by the word "nine" in the second line of the 2nd paragraph of article 125; that the word "six" be replaced by the word "seven" in the 3rd line of said paragraph, and that, so amended, said article 125 be agreed to.

The vote being taken on said amendment, the Council divided:

Yeas: Leclair, Ward, Gauvin, Tétreau, Mayrand, Turcot—6.

Nays: L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Clément—14.

So it passed in the negative.

The vote being taken on the adoption of said section as drafted, it was carried and

Resolved: Accordingly.

Sections 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36 and 37 being read and the question of concurrence put thereon, the same were agreed to.

Section 38 being read and the question of concurrence put thereon,

Ald. TETREAU moved in amendment, seconded by Ald. CLEMENT,

That sub-section 25 of sect. 27 as drafted, be amended by adding thereto the following paragraph:

"The cost of such improvement shall be payable as follows: \$14,217.17, amount approximately fixed by the assessors, shall be paid by the owners of immoveables situated on both sides of Rivard street, between Mount-Royal ave. and Lamoricière street and the balance of the cost of the improvement shall be paid by the City" and that so amended, said section 25 be agreed to.

Said amendment being put, the Council divided:

Yeas: Prud'homme, Gauvin, Garceau, Tétreau, Clément, Mayrand, Turcot—7.

Nays: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Ward, Carter, Lamoureux, Resther, Dandurand, Boyd, Roux, Brodeur, Dubeau, Monahan, Létourneau—15.

So it passed in the negative.

Said section, as drafted, was then agreed to.

Sections 39, 40 and 41 being read, the same were agreed to.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report of the Special Committee on Legislation, as finally considered by Council, be adopted.

44.—From Special Committee on Legislation, recommending that Art. 24 of the Charter be amended.

Moved by Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. DANDURAND,

That said report be received and adopted.

Moved in amendment by Ald TETREAU, seconded by Ald. MAYRAND,

That article 24 of the Charter be amended by replacing in the 3rd line, the words "four thousand dollars" by the words "five thousand dollars".

And that article 21 o be also amended by replacing the words after the word "dollars", in the 4th line thereof, by the following: "The Mayor shall receive as Commissioner, over and above his salary of \$5,000 as Mayor, a salary which shall be fixed by the Council, but which shall not be less than \$2,000 nor more than \$5,000 per annum".

And a debate arising, said amendment being put, the Council divided:

Yeas: Leclair, Ward, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Boyd, Gauvin, Roux, Dubeau, Garceau, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot—15.

Contre: L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Resther, Dandurand, Brodeur, Monahan—7.

Ledit amendement est affirmatif et il est

Résolu: En conséquence.

La motion principale étant mise aux voix, elle est adoptée, et il est

Résolu: En conséquence.

AVIS DE MOTIONS.

45.—De M. l'échevin Dandurand, à l'effet d'abroger et de remplacer la section 11 du règlement No 210.

46.—De M. l'échevin Clément, à l'effet d'amender le règlement No 299 *re pain*.

ORDRE DU JOUR.

47.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un avis de M. l'échevin N. Lapointe, à l'effet d'exproprier la "Montreal Water & Power Co.", il est

Résolu: De donner instruction au greffier de la Cité de rédiger un règlement en conséquence, de le faire imprimer et de lui donner son rang sur l'ordre du jour.

48.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un avis de motion de M. l'échevin Brodeur à l'effet de créer un département pour l'inspection des fils électriques,

Sur proposition de M. l'échevin BRODEUR, appuyé par M. l'échevin L. A. LAPOINTE, il est

Résolu: Que ladite motion soit renvoyée au Bureau des Commissaires pour examen et rapport.

49.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un avis de motion de M. l'échevin L. A. Lapointe à l'effet d'annuler certains règlements de la Ville de St-Louis,

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin TURCOT, il est

Résolu: De prier le greffier de la Cité de rédiger un règlement en conséquence, de le faire imprimer et de lui donner son rang sur l'ordre du jour.

50.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un avis de motion de M. l'échevin Resther à l'effet d'établir un fonds de pension pour les employés municipaux,

Sur proposition de M. l'échevin RESTHER, appuyé par M. l'échevin BOYD, il est

Résolu: Qu'une Commission Spéciale, composée de MM. les échevins L. A. Lapointe, Robinson, Turcot, O'Connell et Resther soit chargée d'étudier la question d'établir un fonds de pension pour les employés municipaux et de rédiger le règlement y pourvoyant et de présenter au Conseil un rapport à ce sujet le plus tôt possible

51.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un avis de motion de M. l'échevin Carter, pourvoyant à la fermeture de bonne heure des buvettes,

Sur proposition de M. l'échevin CARTER, appuyé par M. l'échevin WARD, il est

Résolu: Que le greffier de la Cité soit prié de rédiger un règlement en conséquence, de le faire imprimer et de lui donner son rang sur l'ordre du jour.

52.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport du Bureau des Commissaires à l'effet de permettre à M. F. Gendron d'installer une machine à vapeur sur la rue Chaussé,

Sur proposition de M. l'échevin ROUX, appuyé par M. l'échevin L. A. LAPOINTE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit adopté.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin CARTER,

Le Conseil s'ajourne.

L. O. DAVID,
Greffier de la Ville.

RENE BAUSET,
Asst. Greffier de la Ville.

COMMISSION SPECIALE DES RECEPTIONS

Compte rendu de l'assemblée du 16 mars.

Sont présents: MM les échevins Dandurand, O'Connell, Garceau, N. Lapointe et Boyd.

Nays: L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Resther, Dandurand, Brodeur, Monahan—7.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

The main motion being put, it was carried and

Resolved: Accordingly.

MOTIONS.

45.—By Ald. Dandurand, to repeal and replace Sec. 11 of By-law No. 210.

46.—By Ald. Clément, to amend by-law No. 299 *re bread*.

ORDER OF THE DAY.

47.—The order of the day being read to consider a notice of motion by Ald. N. Lapointe to expropriate the Montreal Water & Power Co., it was

Resolved: That the City Clerk be instructed to draft a by-law accordingly, to have the same printed and to give the same its rank on the order of the day.

48.—The order of the day being read to consider a notice of motion by Ald. Brodeur for the creation of a department for the inspection of electric wires,

On motion of Ald. BRODEUR, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE, it was

Resolved: That said motion be referred to the Board of Commissioners for examination and report.

49.—The order of the day being read to consider a notice of motion by Ald. L. A. Lapointe to annul certain by-laws of Ville St. Louis.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. TURCOT, it was

Resolved: That the City Clerk be instructed to draft a by-law accordingly, to have the same printed and to give the same its rank on the order of the day.

50.—The order of the day being read to consider a notice of motion by Ald. Resther to establish a pension fund for civic employees,

On motion of Ald. RESTHER, seconded by Ald. BOYD, it was

Resolved: That a special Committee, composed of Ald. L. A. Lapointe, Robinson, Turcot, O'Connell and Resther, be appointed to consider the question of the establishment of a pension fund for civic employees and the drafting of a by-law providing for the same, and to report to Council thereon within the shortest possible delay.

51.—The order of the day being read to consider a notice of motion by Ald. Carter for a by-law providing for the early closing of bars,

On motion of Ald. CARTER, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That the City clerk be instructed to draft a by-law accordingly, to have the same printed and to give the same its rank on the order of the day.

52.—The order of the day being read to consider a report from the Board of Commissioners to allow F. Gendron to erect a steam engine on Chaussé street.

On motion of Ald. ROUX, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE, it was

Resolved: That the said report be adopted.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. CARTER,

The Council adjourned.

L. O. DAVID,
City Clerk.

RENE BAUSET,
Asst. City Clerk.

SPECIAL COMMITTEE ON RECEPTIONS

Report of meeting held the 16th of March.

Present: Ald. Dandurand, O'Connell, Garceau, N. Lapointe and Boyd.

M. l'échevin L.-A. Lapointe assiste à l'assemblée.

M. l'échevin Dandurand est unanimement choisi comme président de la Commission.

Le président soumet à l'assemblée une recommandation du Bureau des Commissaires, demandant à la Commission de lui faire des suggestions quant au genre de réception que devrait faire la Ville aux personnages distingués qui prendront part au Congrès Eucharistique international, qui aura lieu à Montréal en septembre prochain.

A ce sujet, le président communique à la Commission le programme du Congrès Eucharistique préparé par les autorités religieuses. Ce programme comprend une grande réception civique, donnée en l'honneur du cardinal-légat, le 7 septembre, à 8 heures du soir.

Certains membres de la Commission croient qu'il serait peut-être opportun d'offrir un banquet aux personnages éminents qui assisteront au Congrès, et, au lieu de cette réception civique à l'hôtel de ville, d'organiser une réception sur le Mont-Royal pour 4 heures, le 7 septembre, avec présentation d'adresse au cardinal légat, le tout suivi d'un "garden party."

Comme il est important de s'aboucher avec les organisateurs du congrès avant de rien arrêter, le président suggère qu'une sous-commission soit nommée dans ce but, et sur la proposition de M. l'échevin Garceau, il est

Résolu: Qu'une sous-commission, composée de MM. les échevins Dandurand, président, Roux, O'Connell et Boyd, soit nommée pour conférer avec les organisateurs du congrès à ce sujet et faire rapport à la Commission dans le plus bref délai possible.

Ajournement.

RENE BAUSET,

Secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL

ASSEMBLEE SPECIALE DU 21 MARS

ORDRE DU JOUR

AVIS DE MOTION.

1. *Prud'homme*.—A l'effet de prendre des procédures contre la "Montreal Street Railway Coy." (21 février.)
2. *Ward*.—Pour compléter l'élargissement des rues Guy et de la Montagne. (28 février.)

REGLEMENTS.

3. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement abrogeant et remplaçant les règlements Nos 344 et 383 re trottoirs (14 février.) (Leclaire.)
4. 1re 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 304 re inspection des aliments (14 février.) (Lamoureux.)
5. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 296 re marchés (14 février.) (Lamoureux.)
6. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet de garantir les obligations de la Cie d'Exposition (21 février.) (Lapointe, L.-A.) (Imprimé.)
7. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet de nommer une Commission de services électriques (21 février.) (Lapointe, L.-A.) (Imprimé.)
8. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement codifiant les règlements re taxes (21 février.) (Lapointe, L.-A.)
9. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement concernant les édifices dans le quartier Mt. Royal (21 février.) (Prud'homme.) (Imprimé.)
10. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant les règlements Nos 49 et 362 re voûtes (21 février.) (Robinson.)
11. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 399 re taxes. (21 février.) (Gauvin.)

Ald. L. A. Lapointe attended the meeting.

Ald. Dandurand was unanimously elected chairman of the Committee.

The chairman submitted to the meeting a recommendation from the Board of Commissioners, requesting the Committee to make suggestions to them as to the nature of the reception which the City should extend to the distinguished personages who will take part in the International Eucharistic Congress, to be held in Montreal in September next.

In this connection, the chairman laid before the Committee the program of the Eucharistic Congress, prepared by the religious authorities. This program includes a great civic reception, given in honor of the Cardinal Legate, on the 7th September, at 8 p.m.

Certain members of the Committee expressed the opinion that it might perhaps be advisable to offer a banquet to the prominent personages who will attend the Congress, and, instead of this civic reception at the City Hall, to organize a reception on Mount Royal for 4 o'clock, on the 7th September, with presentation of an address to the Cardinal-Legate, the whole followed by a garden party.

As it was necessary to confer with the organizers of the Congress before taking any decision, the chairman suggested that a sub-committee be appointed for that purpose, and on motion of Ald Garceau, it was

Resolved: That a sub-committee, composed of Ald. Dandurand, chairman, Roux, O'Connell and Boyd, be appointed to confer with the organizers of the Congress in this connection and report to the Committee within the shortest possible delay.

Adjourned.

RENE BAUSET,

Secretary.

CITY COUNCIL

SPECIAL MEETING OF THE 21st MARCH.

ORDER OF THE DAY.

NOTICES OF MOTION.

1. *Prud'homme*.—To take proceedings against the Montreal Street Railway Company (21st February.)
2. *Ward*.—To complete the widening of Guy and Mount Royal streets. (28th February.)

BY-LAWS.

3. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to repeal and replace by-laws Nos. 344 and 383 re sidewalks. (14th February.) (Leclaire.)
4. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 304 re inspection of food. (14th February.) (Lamoureux.)
5. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 296 re markets. (14th February.) (Lamoureux.)
6. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to guarantee bonds of Exhibition Co. (21st February.) (Lapointe, L. A.) (Printed.)
7. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to appoint an Electric Service Commission. (21st February.) (Lapointe, L. A.) (Printed.)
8. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to codify by-laws re taxes. (21st February.) (Lapointe, L. A.)
9. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law re buildings in Mt. Royal Ward. (21st February.) (Prud'homme.) (Printed.)
10. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-laws Nos. 49 and 362 re vaults (21st February.) (Robinson.)
11. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 399 re taxes. (21st February.) (Gauvin.)

12. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant les voitures. (21 février.) (Dandurand.) (*Imprimé.*)
13. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 89 re affiches. (21 février.) (Dandurand.) (*Imprimé.*)
14. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 270 concernant la voirie. (21 février.) (Dandurand.)
15. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 339 re édifices sur la rue Ste-Catherine (21 février.) (Mayrand.)
16. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement re inspection des dents des enfants (21 février.) (Dubeau.)
17. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 210 re Cie des tramways (21 février.) (Tétreau.)
18. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 362 re taxes sur les non-résidents (21 février.) (Lapointe, L.-A.) (*Imprimé.*)
19. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 145 concernant les chaudières à vapeur (28 février.) (Boyd.)
20. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 210 re Cie des tramways (28 février.) (Prud'homme.)

AVIS DE MOTIONS.

21. *Mayrand.*—Pour annexer le village d'Ahuntsic. (7 mars.)
22. *Mayrand.*—Pour annexer le village du Sault-au-Récollet. (7 mars.)
23. *Mayrand.*—Pour annexer la ville de Verdun. (7 mars.)
24. *Mayrand.*—Pour annexer la Ville St-Paul. (7 mars.)
25. *Mayrand.*—Pour annexer la ville Eward. (7 mars.)
26. *Mayrand.*—Pour annexer la ville de Bordeaux. (7 mars.)
27. *Mayrand.*—Pour annexer la ville de Notre-Dame des Neiges Ouest. (7 mars.)
28. *Mayrand.*—Pour annexer la ville de St-Laurent. (7 mars.)
29. *Mayrand.*—Pour annexer le village de Rosemont. (7 mars.)
30. *Mayrand.*—Pour annexer le village de Cartierville. (7 mars.)
31. *Resther.*—Pour laisser au gouvernement provincial le soin de réglementer les établissements où sont vendues des boissons alcooliques. (7 mars.)

RAPPORTS.

32. *Bureau des Commissaires.*—Pour permettre à la Cie du chemin de fer du Grand Tronc d'établir une voie de service sur la rue de la Commune. (7 mars.)
33. *Bureau des Commissaires.*—Re demande du Rev. M. Bélanger pour décorer certaines rues (7 mars.)

AVIS DE MOTIONS.

34. *Dandurand.*—Pour abroger et remplacer la section 11 du règlement No 210 (14 mars.)
35. *Clément.*—Pour amender le règlement No 299 concernant le pain. (14 mars.)

REGLEMENTS.

36. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'exproprier la Cie. "Montreal Water & Power Co." (14 février.) (Lapointe, N.)
37. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant certains règlements de la Ville St-Louis (7 mars.) (Lapointe, L.-A.)
38. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pourvoyant à la fermeture des buvettes de bonne heure. (7 mars.) (Carter.)

L. O. DAVID,
Greffier de la Ville.

12. 1st 2nd and 3rd reading of a by-law concerning vehicles. (21st February.) (Dandurand.) (*Printed.*)
13. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 89 re bill posting. (21st February.) (Dandurand.) (*Printed.*)
14. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 270 re streets. (21st February.) (Dandurand.)
15. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 339 re buildings on St. Catherine street. (21st February.) (Mayrand.)
16. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law re inspection of teeth of children. (21st February.) (Dubeau.)
17. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 210 re M. S. Ry. Co. (21st February.) (Tétreau.)
18. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 362 re taxes on non residents. (21st February.) (Lapointe, L. A.) (*Printed.*)
19. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No 145 concerning steam boilers. (28th February.) (Boyd.)
20. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 210 re M. S. Ry. Co. (28th February.) (Prud'homme.)

NOTICES OF MOTIONS.

21. *Mayrand.*—To annex the Village of Ahuntsic. (7th March.)
22. *Mayrand.*—To annex the Village of Sault-au-Récollet. (7th March.)
23. *Mayrand.*—To annex the Town of Verdun. (7th March.)
24. *Mayrand.*—To annex the Town of St. Paul. (7th March.)
25. *Mayrand.*—To annex Ville Eward. (7th March.)
26. *Mayrand.*—To annex the Town of Bordeaux. (7th March.)
27. *Mayrand.*—To annex the Town of Notre-Dame des Neiges West. (7th March.)
28. *Mayrand.*—To annex the Town of St. Laurent. (7th March.)
29. *Mayrand.*—To annex the Village of Rosemont. (7th March.)
30. *Mayrand.*—To annex the Village of Cartierville. (7th March.)
31. *Resther.*—To leave with the Provincial Government the question of regulating establishments where alcoholic beverages are sold. (7th March.)

REPORTS.

32. *Board of Commissioners.*—To allow the Grand Trunk Railway Co. to establish a siding on Common street. (7th March.)
33. *Board of Commissioners.*—Re demand of Rev. Mr. Bélanger to decorate certain streets. (7th March.)

NOTICES OF MOTION.

34. *Dandurand.*—To repeal and replace Sect. 11 of by-law No. 210. (14th March.)
35. *Clément.*—To amend by-law No. 299 re bread. (14th March.)

BY-LAWS.

36. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to expropriate the Montreal Water & Power Co. (14th February.) (Lapointe, N.)
37. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-laws of Ville St. Louis. (7th March.) (Lapointe, L. A.)
38. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law providing for the early closing of bars. (7th March.) (Carter.)

L. O. DAVID,
City Clerk.

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS—TRANSFERS OF PROPERTIES

HOCHELAGA & JACQUES-CARTIER

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre.—a—Descript.	Prix Price.
Duvernay...	168972	7 mars 1910.	4 mars 1910	E. Aubertin	J. B. Hamel & al.....	1-271.....	2500	790 et 792	B	
St. Jean Bte Duvernay...	168978	7 " " "	22 fév. "	R. Neville, jr.	A. Letellier de St. Just	15-595.....	"	M. Anne..	B	\$ 3100 00
St. Denis...	168979	7 " " "	24 " "	Dme B. Gross.....	Delle J. Gross	P. 8-5.....	1050	517 à 524 Duluth.	B	5500 00
St. Denis & Laurier...	168981	7 " " "	25 mars "	St. Denis Land Co.	A. Wattier, sr.....	P. 8-685.....	2635	1582 Labelle....	B	5250 00
St. Denis...	168982	7 " " "	5 " "	"	A. Garceau	P. 8-95.....	2800	Cowan, Sanguinet.....	L	225 00
DeLorimier...	168987	7 " " "	5 " "	W. David	Jos. A. Marier.....	P. 8-576 & 575..	5000	Huntly	L	900 00
St. Henri...	168990	7 " " "	3 " "	E. Ducharme.....	A. Malbœuf	265.....	2600	1131 DeLorimier	B	6000 00
Ste. Cuné- gonde.....	168991	7 " " "	25 fév. "	G. Corrigan.....	A. Viau.....	1703-207, 208 & 230..	"	Ste. Marie.....	B	1400 00
DeLorimier...	168992	7 " " "	25 " "	E. Martinelli.....	J. Martinelli.....	P. 2341 & 2342..	6160	81 Ste. Cuné- gonde.....	B	4100 00
Laurier.....	168999	7 " " "	25 " "	The I. S. L. & L. Co.	D. McIntyre	161-890 & 891..	4500	Dandurand.....	L	900 00
St. Denis...	169000	7 " " "	28 " "	"	Wm Donald.....	161-286.....	2250	St. Jérôme.....	L	340 00
St. Denis...	169003	7 " " "	1 mars "	A. Geo. Trott.....	John Huckle.....	P. 11-470.....	2500	St. Urbain.....	L	900 00
St. Denis...	169006	7 " " "	12 fév. "	Charles Laurin.....	Louis Renaud.....	211-97 & 98.....	2280	2335 Papineau..	B	1800 00
St. Jean Bte St. Denis...	169009	7 " " "	4 mars "	Trefflé Savard.....	Nap. Lecompte.....	7-242.....	2750	1611 à 1611b Labelle.....	B	4000 00
St. Denis...	169018	7 " " "	5 " "	Dme J. E. Drouin & al	A. Gadbois.....	15-208 à 211..	5600	1016 à 1030 Berri.	B	12000 00
St. Denis...	169019	8 " " "	7 sept. 1909	Amherst Park L. Co.	D. Touzin.....	488-23a.....	2375	Boyer.....	L	175 00
"	169029	8 " " "	10 fév. 1910	G. A. McCol.....	Jean Purenne.....	324-35.....	1920	33 Pontiac.....	B	2050 00
"	169036	8 " " "	16 " "	J. E. Molson.....	J. Alex. Pruneau..	209-234.....	2625	Rossland.....	L	275 00
"	169038	8 " " "	24 " "	"	Chs Therrien.....	209-225.....	3506	Casaul Ave.....	L	350 00
"	169042	8 " " "	7 mars "	Daniel Touzin.....	A. Guerin.....	488-23a.....	2375	Boyer.....	L	675 00
Ste. Cuné- gonde.....	169043	8 " " "	28 fév. "	D. G. Lepage.....	B. S. Coley.....	489-6.....	2775	Labelle.....	L	260 00
Laurier.....	169046	8 " " "	5 " "	Dme P. Boyer.....	O. Meloche.....	670.....	2400	284 Delisle.....	B	2500 00
St. Denis...	169047	8 " " "	4 mars "	Geo H. Labbé.....	H. Leduc & al.....	P. 112.....	2890	1569 à 1573 St. Laurent.....	B	2850 00
Laurier.....	169048	8 " " "	7 " "	S. Poulin & al.....	Z. Quévillon.....	329-70.....	1973	Dufferin.....	B	2180 00
DeLorimier...	169049	8 " " "	19 fév. "	Wm C. Maxwell.....	L. J. E. Daoust.....	10-1367.....	2300	Beaubien.....	B	3300 00
St. Jean Bte St. Henri...	169050	8 " " "	19 " "	"	"	10-1368.....	"	"	B	3000 00
Laurier.....	169054	8 " " "	7 mars "	The I. S. L. & L. Co.	Delle S. Messier.....	161-163 & 161..	4770	St. Jérôme.....	L	700 00
St. Henri...	169055	8 " " "	15 fév. "	J. Bte Bourque.....	F. Valiquette.....	43.....	3000	1076 H. de Vil'e.	B	220 00
Laurier.....	169071	9 " " "	3 mars "	Zenon Legault.....	D. Mercure.....	1704-139.....	2500	144 à 148 Poplar.	B	4800 00
St. Henri...	169075	9 " " "	24 fév. "	O. Massicotte & al.	M. Chamberland.....	10-1001 & 1002..	7500	St. Dominique..	L	1875 00
Laurier.....	169077	9 " " "	2 mars "	James H. Maher.....	E. P. Gordon.....	2115 à 2118..	10059	St. Ambroise....	L	5663 50
St. Henri...	169078	9 " " "	7 " "	Sherif de Montreal.	Frederick Hawkins..	P. 12-8-39.....	2762-6	2021 à 2025 Hutcheson... & Delinelle.....	B & L	8000 00
St. Denis...	169087	9 " " "	3 " "	C. Quenneville.....	Jos. Dupuis.....	P. 1705-154, 155, 153..	4380	117	B	
St. Denis...	169088	9 " " "	4 " "	Vict. Castonguay.....	Dme P. Saint Denis..	7-151 & 152, 150..	2349	St. Hubert.....	B	2263 88
St. Henri...	169090	9 " " "	3 " "	O. Patenaude.....	E. Lauzon.....	2025.....	3600	94 Rosé de Lima	B	6000 00
St. Denis...	169097	9 " " "	1 mars "	F. Charbonneau.....	A. Robillard.....	5-554a.....	2375	1894 et 1896 Boyer	B	2200 00
"	169098	9 " " "	7 " "	F. Labelle.....	Geo. Hall. Coal Co. of Canada.....	P. 265, 266a & P. 266, 270 & 271, 271a & 272	17729-	6 2 à 6, 14 à 26 Pronoveau..	B & L	12000 00
St. Gabriel..	169102	9 " " "	31 déc. 1909	Les Srs de la C. de N. D. de Montréal.....	The Protestant Board of School Commis- sioners.....	3167-321 à 336, 348... 114.....	52904	Farford.....	L	11000 00
Laurier.....	169115	9 " " "	18 fév. 1910	Ovila Gagnon.....	W. Legault.....	80.....	2789	1559 à 1561 St. Laurent..	B	4518 59
Hochelaga...	169116	9 " " "	25 " "	La B. d'Hochelaga ..	Wm Thos Hall.....	1248-1, 1249-2, P. 1230-4 & 1231-5..	25650	Moreau.....	L	6000 00
St. Henri...	169117	9 " " "	1 déc. 1909	Est. E. Mackay.....	Dme F. Legault dit Deslauriers.....	"	2880	Convent et St. Ambroise .	L	1440 00
"	169118	9 " " "	28 fév. 1910	"	Daniel Blay.....	1497 A-1, 1498-2 & 3, 1499-1 & 2.....	6240	St. Ferdinand ..	L	2788 42
"	169119	9 " " "	1 mars "	"	Art. Bourget.....	991.....	2700	Workman.....	L	1600 00
St. Denis...	169120	9 " " "	1 " "	St. Henry Land Co.	N. Martin.....	1704-242.....	2500	147 Palm.....	B	375 00
Laurier.....	169121	9 " " "	8 " "	J. E. Molson.....	F. Sirois.....	209-115 & 116..	5177	Shaw.....	L	550 00
"	169129	9 " " "	3 fév. "	The Wm Rutherford & Son Co., Ltd.....	The City Ice Co., Ltd	12-21-16 à 19, 12-22-55 à 57, P. 12-21-15, P. 12-22-54, 12-22-58 à 60	62512	Hutchison.....	L	15000 00
Hochelaga...	169131	10 " " "	7 mars "	Geo. Couture.....	Ant. St. Georges.....	P. 11-397.....	2100	743 Clark.....	B	850 00
"	169136	10 " " "	24 fév. "	Est. H. Hogan.....	F. Paradis.....	148-2599.....	2000	477a Hochelaga .	B	2021 00
"	169138	10 " " "	8 mars "	A. Dalbec.....	Moses Levitt.....	78-1.....	2885	1636 à 1642 Notre Dame... Labelle.....	B	5000 00
St. Denis...	169139	10 " " "	9 " "	S. Vallée.....	Theo. Beauchemin..	8-778.....	2505	2282 et 2284 Labelle.....	B	750 00
Ste. Marie...	169140	10 " " "	9 " "	F. Eulenberg.....	Delle Eug. Beaudry ..	172-355.....	1493	2ème Ave.....	L	72 00
St. Henri...	169141	10 " " "	9 " "	Dme H. Frigon & al.	Dme P. Tellier.....	1703-55 à 58 & 236 ..	10880	141 à 155 C. C. St. Paul 142 et 144 Ste. Marie.....	B	5000 00
Laurier.....	169148	10 " " "	3 fév. "	N. Nolin.....	P. P. Mailloux & al ..	12-57 & 58, 14-191 & 192	6000	1759 à 1769 Park Ave.....	B	20500 00
St. Denis...	169152	10 " " "	3 mars "	Dme A. Lapointe.....	P. E. Alarie.....	7-785 & 786.....	5450	2638 et 2640 St. Hubert ..	B & L	3700 00
Laurier.....	169153	10 " " "	7 " "	J. Godbout, fils.....	O. Charest.....	10-1349.....	1900	202 Casgrain....	B	2900 00
"	169156	10 " " "	22 déc. 1909	Joseph Martel.....	Cité de Montreal	11-1174, 1175, 1176, P. 1156, 1157, 1158, P. 1159	27300	St. Laurent, Clark.....	B	5460 00
"	169162	10 " " "	8 mars 1910	Frs Groulx.....	M. D. Aniello.....	10-1417.....	1800	DeGaspé.....	L	500 00

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS. Suite.—TRANSFERS OF PROPERTIES. Cont.

HOHELAGA ET JACQUES-CARTIER.—(Suite—Continued).

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre— a—Descript.	Prix Price.
Laurier	169164	10 mars 1910	8 mars 1910	J. A. E. Plante	A. Poirier	11-265	1975	2286 à 2292 St. Laurent	B	\$ 6500 00
St. Denis	169165	10 "	4 "	Joseph Augers	J. Bte Gougeon	488-130B	2000	St. Andre	L	125 00
Laurier	169166	10 "	4 "	G. Gilbert	E. Theo. Verbonise	P. 8-574	2500	Huntly	L	400 00
St. Jean Bte	169174	10 "	8 déc. 1909	J. M. Dorion	J. D. Lemay	12-14-13	2750	Park Ave.	B	6300 00
Laurier	169175	10 "	25 fév. 1910	M. S. B. Filion	Louis Perny	15-127	1400	850 et 852 Berri	B	2700 00
Duvernay	169176	10 "	4 mars "	O. A. Lindroos & al.	Dme O. Beaulieu	11-640	2500	St. Urbain	L	650 00
	169177	10 "	19 fév. "	Dme S. Rabinovitch	Dme Geo. Rabinovitch	11 P. 18	1974	550 et 552 Mentana	L	\$1&cons.
Hochelega	169179	10 "	18 "	The M. L. & Imp. Co.	E. Hébert	22-79	2750	Duquette	B	\$ 605 00
St. Henri	169187	11 "	10 mars "	Pierre Corbin	A. Legault	1705-236, P. 235	2338-9	Delinelle	B	7000 00
St. Jean Bte	169189	11 "	10 "	Dme A. Brunet & al.	P. Boyer	12-229, 230a, 231a	1760	390 M. Anne & Lots Labelle	B & L	
St. Henri	169195	11 "	7 "	Elie St. Pierre	Dme A. Campbell	P. 1300, 1301, 1302	2092-6	St. Antoine	B	600 00
St. Denis	169197	11 "	9 "	L. Roy & al.	Thos Belair	P. 331-96	2150	Chambord	B	1000 00
	169201	11 "	9 "	J. A. Champigny	F. Sénécal	7-510	2175	2428 et 2430 St. André	B	2500 00
Laurier	169202	11 "	10 "	Le Gouvernement de la Prov. de Québec	Eng. Leveillé	14-126	2500	Esplanade	L	800 00
Ste. Marie	169204	11 "	8 "	Dme A. Tarte	Dme J. P. Beaudry	P. 12-10-26	2250	Mance	B	5300 00
	169206	11 "	4 "	Dme Theo. Parent	Ed. Greenwood	166-29	2250	1451 et 1453 Ste. Catherine, 61 Frontenac	B	1700 00
St. Jean Bte	169207	11 "	8 "	James S. Smith	Dme A. Goldschleger	P. 346	1373	1164 et 1166 St. Dominique	B	2450 00
Ste. Marie	169211	11 "	11 fév. "	The R. L. & Imp. Co.	P. H. Reynolds	172-699, 700, 701	5850	7ème Ave.	L	450 00
	169212	11 "	11 "	"	G. H. Kennedy	172-1906	1950	"	L	175 00
	169213	11 "	15 "	"	Ed. Boisclair	172-894 & 895	4500	10ème Ave	L	400 00
De Lori mier	169214	11 "	9 "	A. A. Beresford	Dme R. Coté	172-1905	1950	7ème Ave.	L	230 00
	169217	11 "	10 "	D. Nault	P. J. McDonagh	152-209	2000	1284 et 1286 Bordeaux	L	5000 00
St. Denis	169219	11 "	10 "	St. Denis Land Co.	E. Brasseur	P. 8-712 & 713	3862-6	Labelle	B	444 13
Laurier	169222	11 "	22 "	M. Patrosky & al.	Jacob Lavine	10-98	3655	50 à 56 DeGaspé	B	3800 00
St. Denis	169231	11 "	8 mars "	L. Letourneau	Jos. Comtois	P. 12-15-7	2750	Park Ave.	B	6250 00
	169233	11 "	9 "	F. Morin	Victor Forget	7-662	2644	2697 et 2699 St. Hubert	B	1700 00
Laurier	169234	11 "	8 "	L. Letourneau	J. U. Meunier	12-15-7	2750	Park Ave.	B	6250 00
Hochelega	169242	11 "	8 "	Geo. H. Labbé	J. U. Gingras	50-131 & 132	6149	Ontario	B & L	3074 50 3323 40
Mont-Royal	169245	12 "	4 "	J. N. Robertson & al.	R. Ironside	39-21, 22, 23	16617	Sterling Ave	L	3300 00
St. Denis	169246	12 "	22 fév. "	Eug. Pean	Dme Von P. Bergin	P. 489-304 & P. 303	2154	St. Hubert	B	4000 00
St. Jean Bte	169248	12 "	10 mars "	J. V. Boudrias	A. Lamy, Ltd.	15-512	1440	277 et 279 Drolet	B	396 00
Laurier	169249	12 "	10 "	L'Hon. L. Beaubien	X. Fortin & al.	10-1464	1800	DeGaspé	L	2300 00
St. Denis	169252	12 "	9 "	Jean Parente	Dme T. R. Lefebvre	324-35	1920	33 et 35 Pontiac	B	325 00
Hochelega	169262	12 "	2 "	The M. L. & Imp. Co.	A. Couture	29-809	2500	Cuvillier	L	6100 00
Laurier	169266	12 "	2 "	J. P. L. Bérubé	Frs X. Dubé	12-4-3	2762-6	Parc Ave.	B	1700 00
St. Denis	169269	12 "	16 fév. "	G. A. McColl	C. A. Reedman	324-47 & 34	1920	37 et 37a Pontiac	B	
Duvernay	169279	12 "	10 mars "	J. J. Joubert	La Compagnie J. J. Joubert, Ltd	10-102, 103, 104, 105 & 106	11092	963 et 965 St. André	B	26800 00

MONTREAL-EST

MONTREAL-EAST.

LaFontaine	77590	7 mars 1910	1 mar. 1910	P. Sarrasin	Delle J. de Rostaing	1211-77, 1211-76	1980	207 à 211 Mentana 34 et 36	B	6600 00
St. Louis	77591	7 "	7 fév. "	A. Valiquette	S. Talpis	900-21	1138	St. Louis Sqr.	B	9800 00
St. Laurent	77601	8 "	7 mars "	R. A. Kydel et al.	P. Faubert dit Masson	P. 155	2500	Evans Lane	B	1200 00
LaFontaine	77607	8 "	12 fév. "	F. Lemoine	De T. Girard	1211-112	2750	Parc LaFontaine 853 et 855	L	3562 50
St. Louis	77608	8 "	7 mar. 1910	J. P. Gadbois	De J. A. Dagenais	P. 988	1800	St. Laurent	B	6300 00
do	77614	8 "	7 "	J. O. Mignault	J. R. Beaudry	P. 942-6	1435	221a225 Coloniale	B	5500 00
do	77616	8 "	7 "	J. R. Beaudry	Maroc Marron et al.	P. 942-6	1435	do 159 et 161	B	6200 00
St. Laurent	77618	9 "	7 "	De Louis Azef.	J. A. Stevenson	455, p. 452	5513	Dorchester	B	6500 00
St. Louis	77621	9 "	3 avr. 1909	F. X. Markey	J. W. Harris	P. 19	937	7 Ste. Elizabeth	B	12000 00
Papineau	77624	9 "	10 fév. 1910	Nap. Deslauriers	De A. Martin	P. 1136-232, p. 1136-233	3220	Champlain	B	6700 00
do	77626	10 "	8 mars "	Suc. J. Villeneuve	M. Lapointe	P. 1140	8164	523 Papineau 732 et 734	B	3500 00
do	77633	10 "	19 fév. 1910	De S. Rabinovitch	De G. Rabinovitch	P. 310	2066-8	Ste. Catherine	B	17000 00
St. Jacques	77634	10 "	1 mars "	U. Roussin	R. Beaucage	381	2905	170 et 172 Wolfe	B	3040 00
Ste. Marie	77635	10 "	21 fév. "	A. Fournier	A. Rinfret	1354-5, 1355-28	1626	13 à 17 Fullum 180 et 182	B	1500 00
St. Laurent	77636	10 "	9 mars "	C. St. Louis	De A. Héту	473	4536	Ste. Catherine	B	1 00
St. Louis	77637	11 "	10 "	G. Dupont	The M. L. & M. Coy	894-8	1668	622 Av. H. de V. 104 à 108	B	& consid. 5000 00
Ste. Marie	77638	11 "	25 jan. 1910	De P. Doré	C. Rollin	P. 166-630 & 631, P. 1598-50 & 51	3680	Frontenac	B	5600 00
St. Laurent	77639	11 "	9 mars "	N. Cramer et ux.	L. Cantor et ux.	14-37, p. 14-36	2860	78 à 84 Ida	B	6800 00
LaFontaine	77641	11 "	8 "	P. Chapeleau	M. Rabinovitch	1202-67	1400	42 et 44 Rivard 578 à 584 Craig	B	2000 00
St. Jacques	77645	11 "	8 "	Hon. N. Pérodeau	The C. P. Ry Coy	91	12109	88 à 94 Wolfe 109 et 111	B	25350 00
LaFontaine	77646	11 "	28 jan. 1910	C. C. Boucher	J. M. Dubé	1211-61	2650	Mentana	B	3300 00
do	77650	11 "	8 mars "	O. Lemay	La Cité de Montréal	P. 1203-278, p. 1203-279	5956-6	St. Hubert 156 et 158 De Montigny, 168 et 170	L	2389 25
St. Louis	77651	12 "	24 fév. "	L. Crystal et al.	De M. Muller	479	2960	Ste. Elizabeth	B	1 00
LaFontaine	77655	12 "	21 fév. "	J. L. L'Heureux	De P. E. Normandeau	P. 878	4560	413 St. André	B	& consid. 5300 00
St. Laurent	77656	12 "	1 mars "	Wong Ling et al.	Won You Ark	8/9 642 A	2136	Lagauchetière	B	7850 00
do	77658	12 "	22 fév. "	Chs. L. Tiffin	Jacob Lecker	P.N.O. 140	2865-6	485 St. Urbain	B	6000 00
LaFontaine	77659	12 "	8 mars "	Jos. Hogue	Joseph Girard	1203-242, 1203-243	5488	St. Hubert 277 à 281	L	6036 25
St. Louis	77660	13 "	3 "	L. Salomon	F. Bain et al.	303	1425	St. Dominique	B	7500 00

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS. *Suite.* — TRANSFERS OF PROPERTIES. *Cont.*

MONTREAL-OUEST

MONTREAL-WEST.

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregist. Date of registration.	Date du Contrat Date of Deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur. Purchaser.	No. du Cadastre Cadastral Number.	Etendue.—Area.	Rue Street.	Genre.—a.—Deserin.	Prix. Price
St. Georges..	148341	7 mars 1910...	21 fév. 1910	J. Baillie.....	The W. Est. Land & L. Imperial Coy Ltd...	1327.....	2450	41 McGill Coll. 104 Delisle,	B	14000 00
St. Joseph...	148346	8 " " "	22 " " "	J. L. Mitchell.....	H. J. Cassard.....	P. 14.....	2720	42 Fulford.....	B	7000 00
St. Georges..	148367	11 " " "	4 mars " "	Suc. J. McCreedy.....	L. A. Wilson.....	1037.....	1246	335 Craig.....	B	5250 00
St. Joseph...	148368	11 " " "	8 " " "	A. Legault.....	P. Corbin.....	189 & 190.....	6588	65 à 71 Canning. 35a et 37	B	5000 00
St. Georges..	148369	12 " " "	1 " " "	Phelps & Smith.....	Geo. W. Reed & Coy Ltd.....	1014.....	9990	St. Antoine..	B	26500 00

* B—Bâtisse; Building.
L—Lot; terrain vague

P. TERRAULT,
Régistrare de la Ville.—Registrar.
Par A. SAUVÉ.

PERMIS DE CONSTRUCTION. — BUILDING PERMITS.

Décernés durant la semaine finissant le 17 Mars 1910.

Issued during the week ending the 17th March, 1910.

Date. 1909	No. du Permis. Permit Number	Endroit.—Location		Quartier. Ward.	Propriétaire. Owner.	Résidence Residence	Classe. Class.	Coût. Cost.
		No.	Rue.—Street.					
Mar. 10	258 N.	Berri	9-92-93.	St. Denis	Auclair E.	2 Boucher.	3me Cl.	200 00
" 10	259 N.	Labelle	7-983.	"	Desormeau A.	2236 Labelle.	"	1400 00
" 10	260 N.	Sherbrooke ave.	589-5.	"	Trudeau Nap.	1216 Côte des Neiges	"	500 00
" 10	261 N.	Panet	1136-147.	Ste. Marie	Emond H.	665 Panet.	"	4000 00
" 10	262 N.	Dufferin.	594-488.	St. Denis	Pichette P.	1489 Cadieux	"	500 00
" 10	263 R.	832 St. Zotique	5-555b.	"	Laforest Jos	882 St. Zotique	"	400 00
" 10	264 N.	St. Hubert	7-563.	"	Ladouceur E. D.	1906 Labelle.	"	3500 00
" 10	265 N.	St. Denis	165-23.	"	Arcand A.	1138 Berri.	"	2500 00
" 11	266 R.	1147 Clark	11 p. 1150.	Laurier	Diceseré N.	1147 Clark.	"	800 00
" 11	267 N.	Cowan	212-8.	St. Denis	Massia Jean	771 Albert.	"	1500 00
" 11	268 N.	Shaw	208-127.	"	Barbe W.	715 Casgrain.	"	41 00
" 11	269 N.	Buller.	10-2114.	Laurier	Cohu E.	41 Buller.	"	300 00
" 11	270 R.	112 Palm	1704.	St. Henri	Dion V.	112 Palm.	"	150 00
" 11	271 N.	Mt Royal	326-339.	St. Denis	Damiens B.	898 Mt Royal.	2me Cl.	6000 00
" 12	272 R.	317	160-9.	"	Tourangeau C. G.	310 Mt Royal.	"	800 00
" 12	273 N.	Amity	1357-132.	Ste. Marie	Chayer A.	1311 Amity.	"	1500 00
" 12	274 N.	Sanguinet.	9-91.	St. Denis	St. Amant Jos.	3041 Sanguinet.	"	250 00
" 12	275 R.	206 McGill	1899.	St. Ann's	Mathewson & Sons.	204 McGill.	"	2100 00
" 12	276 R.	541 Sanguinet	903-p. 181.	St. Louis	Beauchamp J. M.	537 Sanguinet.	"	80 00
" 12	277 R.	356 Champlain	827.	Ste. Marie	Marsolais A.	265 Sanguinet.	"	250 00
" 12	278 N.	St. Dominique	816.	St. Laurent	Feild M. E.	176 Dorchester W.	"	3700 00
" 12	279 N.	3eme Ave.	172-435.	Ste. Marie	Mayer Art.	381 10th ave Rosem't	"	800 00
" 14	280 R.	187 Wolfe	374.	St. Jacques	Delorme A.	190 St. Hubert.	"	2500 00
" 14	281 N.	Laurier ave.	1-5-6566.	Laurier	Trudeau A.	302 Clark.	"	2800 00
" 14	282 R.	2529 Esplanade ave.	851-11.	"	Stanton W. P.	2527 Esplanade.	"	150 00
" 14	283 R.	2402 St. André.	7-503.	St. Denis	Gregoire Jos.	2402 St. André.	"	1000 00
" 14	284 N.	Mance.	641-2-30.	Laurier	Malouin Jos	613 Lasalle.	3me Cl.	800 00
" 14	285 N.	Dumont ave	733-1224.	Ste. Marie	Shaw Robt.	754 Cartier.	"	10 00
" 14	286 N.	Garnier	3-381.	St. Denis	Wendisek P.	539 Ierville.	"	500 00
" 15	287 N.	Covent.	1266.	St. Henri	Arsenault A.	115 Davidson.	"	7500 00
" 15	288 N.	"	"	"	"	"	"	50 00
" 15	289 N.	10th Ave Rosem't	P. 27.	Ste. Marie	Dunk James.	489 10th ave Rosem't.	"	4500 00
" 15	290 N.	Laurier.	15-47.	Laurier	Racine C.	Ahuntsic.	"	4500 00
" 15	291 N.	"	15-47.	"	"	"	"	350 00
" 15	292 N.	LaFontaine.	1211-112.	LaFontaine	Girard Thos.	228b Pa. LaFontaine	"	6500 00
" 15	293 N.	425 Guy.	1589 p. 6.	St. Andrew.	Russell A.	427 Guy.	2me Cl.	9200 00
" 15	294 N.	Chem. Ste. Catherine	39-1-2.	Mt Royal	Deschambault A.	2245 Mance.	3me Cl.	800 00
" 15	295 R.	767 Laval.	1112.	St. J. Bte.	David D.	152 Mt Royal.	"	9200 00
" 15	296 N.	Joliette.	29-1027.	Hochelaga.	Thibault A.	2d ave Viauville.	"	600 00
" 15	297 N.	St. Hubert	1203-287.	St. James	Kelly A. & Co	43a Mentana	"	6700 00
" 15	298 N.	Christo. Colomb	1188-360.	St. Denis	Grenier Jos.	132 Rivard.	"	400 00
" 15	299 R.	Laurier.	339-528.	"	Magnan D.	1240 Papineau.	"	50 00
" 16	300 N.	Calumet	386-144.	Ste. Cuné'de.	Noiseux H.	987 Charlevoix	"	6000 00
" 16	301 N.	6 Avenue.	172 s. 1814.	Ste. Marie.	Gervais L. J.	614 Chambord.	"	350 00
" 16	302 N.	Chaussé.	1292 sub. 61-62.	"	Gendron F.	2234 Plessis.	"	2000 00
" 16	303 R.	223 Ropery	2841.	St. Gabriel	Sauvé Pierre.	223 Ropery.	"	50 00
" 16	304 R.	769 Charlevoix	2761.	"	Sauvé Telesphore.	47 Church ave.	"	400 00
" 16	305 N.	St. Dominique	88.	Laurier.	Les Clercs St. Viateur	1259 St. Dominique.	2me Cl.	6000 00
" 16	306 N.	St. Denis	1 sub. 586	St. J. Bte.	Taschereau Art.	164 Cherrier.	"	7500 00
" 16	307 N.	St. André	488 s. 157 B.	St. Denis	Tranchet Eng.	3343 St. André.	3me Cl.	150 00
" 16	308 N.	Esplanade.	3-4-490-491.	St. J. Bte.	Dobrofsky Rosenberg	3 Ontario W.	"	5500 00
" 16	309 N.	"	"	"	"	"	"	5500 00
" 16	310 N.	St. Urbain	"	"	"	"	"	5500 00

* N.—Nouveaux édifices.—New buildings
R.—Réparations.—Alterations

ALEX. DÉCARIE.
Pour l'inspecteur des Édifices — For Building Inspector.